

Cote du document: EB 2018/124/R.13/Rev.1
Point de l'ordre du jour: 5
Date: 12 septembre 2018
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport 2018 sur l'efficacité du FIDA en matière de développement

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Donal Brown

Vice-Président adjoint
Département de la gestion des programmes
téléphone: +39 06 5459 2448
courriel: d.brown@ifad.org

Lisandro Martin

Directeur de la
Division des politiques et
des résultats opérationnels par intérim
téléphone: +39 06 5459 2388
courriel: lisandro.martin@ifad.org

Jakob Tuborgh

Spécialiste de la planification stratégique
Division des politiques et des résultats opérationnels
téléphone: +39 06 5459 2469
courriel: j.tuborgh@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra

Chef de l'Unité des organes
directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb@ifad.org

Conseil d'administration — Cent vingt-quatrième session
Rome, 11-13 septembre 2018

Pour: **Examen**

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
I. Résumé	1
II. Introduction	2
III. Évaluer les résultats: communication sur le CGR de FIDA10	2
IV. Pleins feux: intégration des changements climatiques	11
V. Voies à suivre pour améliorer la performance	11

Annexes

I. Résultats obtenus pour les indicateurs et les cibles du Cadre de mesure des résultats de FIDA10	
II. Méthodologie et processus	
III. Pleins feux: intégration de la question des changements climatiques dans les opérations du FIDA	
IV. Récapitulatif de la mise en œuvre des engagements souscrits pour la période couverte par FIDA10	
V. Rapport annuel sur la Politique du FIDA concernant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes	
VI. Rapport annuel sur l'assurance qualité dans les projets et programmes du FIDA	
VII. Rapport de situation sur le Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne	
VIII. Mise en œuvre du Cadre relatif à l'efficacité du FIDA en matière de développement	
IX. Liste des pays en situation de fragilité, telle qu'elle figure dans la Stratégie d'engagement du FIDA dans les pays présentant des situations de fragilité	
X. Piste d'audit relative aux principales observations formulées par le Conseil d'administration et le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA au sujet du RIDE 2017	

Sigles et acronymes

APR	Division Asie et Pacifique
ASAP	Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
COSOP	Programme d'options stratégiques pour le pays
FIDA10	Dixième reconstitution des ressources du FIDA
IOE	Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA
LAC	Division Amérique latine et Caraïbes
ODD	Objectif de développement durable
OPR	Division des politiques et des résultats opérationnels
PRISMA	Rapport du Président sur la mise en œuvre des recommandations issues de l'évaluation et sur les suites données par la direction
RAP	Rapport d'achèvement de projet
RARI	Rapport annuel sur les résultats et l'impact des opérations du FIDA
RIDE	Rapport sur l'efficacité du FIDA en matière de développement
S&E	Suivi-évaluation
VRAP	Validation du rapport d'achèvement de projet
WCA	Division Afrique de l'Ouest et du Centre

Rapport 2018 sur l'efficacité du FIDA en matière de développement

I. Résumé

1. La rapidité des changements climatiques, les conflits, les inégalités, la présence persistante de poches de pauvreté et de faim constituent autant de défis que rencontrent les pays dans leurs efforts pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD), comme le relève le Rapport 2018 sur les objectifs de développement durable. Le mandat du FIDA, qui est d'investir dans les populations rurales en les autonomisant afin de réduire la pauvreté, d'accroître la sécurité alimentaire, d'améliorer la nutrition et de renforcer leur résilience, demeure hautement pertinent et essentiel. Ce mandat exige aussi du Fonds qu'il devienne plus réactif, efficient et efficace dans la fourniture aux pays d'un appui adapté en vue de la réalisation collective du Programme de développement durable à l'horizon 2030.
2. Les investissements du FIDA, sous forme de prêts et de dons, ont atteint en 2017 un chiffre record de plus de 1,3 milliard d'USD – le plus haut volume d'approbation de projets depuis la création du Fonds. Les décaissements, pour l'ensemble des sources de financement, se sont élevés à presque un milliard d'USD, dont près de 800 millions d'USD pour le programme de prêts et dons – un chiffre également sans précédent dans l'histoire du Fonds. Ce montant record des investissements s'inscrit dans un contexte d'augmentation marginale des dépenses administratives, témoignage supplémentaire des efforts déployés par le Fonds pour accroître son efficience.
3. S'agissant de la traduction de ces réalisations en résultats, on observe une amélioration d'ensemble de la notation des résultats du FIDA au niveau des projets pour les projets s'achevant en 2017. Toutefois, la performance d'ensemble du portefeuille demeure en moyenne plutôt satisfaisante, avec quelques fléchissements dans les moyennes mobiles sur 36 mois. Le Fonds reconnaît la nécessité de trouver des solutions aux défis et aux goulets d'étranglement persistants.
4. Dans le contexte de l'ambitieux Programme 2030, le FIDA a également défini des cibles ambitieuses pour les Dixième et Onzième reconstitutions des ressources. Conscient de ce que ces cibles ambitieuses ne peuvent pas être atteintes avec des politiques inchangées, le FIDA a pris une série de mesures concrètes visant à porter sa performance au-delà du niveau "plutôt satisfaisant" et à obtenir de meilleurs résultats.
5. Au niveau institutionnel, le FIDA a franchi l'important et nécessaire pas de la décentralisation afin de rapprocher ses équipes des pays qu'il appuie. Une masse critique de personnel technique et de programme proche des bénéficiaires du FIDA devrait accroître l'efficacité de son appui.
6. La réalisation de l'ambitieux Programme 2030 est un effort collectif exigeant des partenariats, au niveau mondial, régional et des pays, avec les gouvernements et d'autres partenaires du développement. Alors que les cofinancements, qui donnent une indication de la réussite des partenariats, ont diminué au cours de la période couverte par le présent rapport, les efforts du FIDA dans ce domaine ont augmenté. Le FIDA se positionne comme un rassembleur de financement du développement rural et a entrepris la conception d'une stratégie et d'un plan d'action en matière de cofinancement pour concrétiser cette ambition.
7. Au niveau national, le FIDA adopte actuellement, pour son appui, une approche programmatique. Le cadre de transition qui doit être présenté au Conseil d'administration à la fin de 2018 servira de cadre général pour la fourniture aux

pays d'un appui spécialement adapté et spécifique à leur contexte. Les équipes de pays mettent de plus en plus l'accent sur le renforcement des activités hors prêts (participation à l'élaboration des politiques, établissement de partenariats, gestion des savoirs et coopération Sud-Sud et triangulaire) au niveau des pays pour parvenir à un plus fort impact.

8. Au niveau des projets, les problèmes qui persistent sur le plan de l'efficacité et de la durabilité demeurent tels que les ont mis en lumière les rapports actuel et précédents sur l'efficacité du FIDA en matière de développement (RIDE), le Rapport annuel sur les résultats et l'impact des opérations du FIDA (RARI), et le Rapport du Président sur la mise en œuvre des recommandations issues de l'évaluation et sur les suites données par la direction (PRISMA). Les analyses ont montré que les systèmes du FIDA sont adéquats pour une identification précoce des projets faisant problème (y compris l'inefficacité et le manque de durabilité); et que le Fonds a été capable d'améliorer la performance de la majorité des projets faisant problème. Afin d'améliorer encore la performance, le FIDA lance un certain nombre d'initiatives interconnectées, et notamment: un processus de conception rationalisé pour réduire les retards; un mécanisme pour un démarrage plus rapide de l'exécution des projets; et un programme adapté aux pays en situation de fragilité.

II. Introduction

9. Le RIDE est le principal instrument utilisé par le Fonds pour résumer l'efficacité en matière de développement et la performance institutionnelle du FIDA. Il rend compte des progrès accomplis sur la voie de la réalisation du Cadre de gestion des résultats (CGR) pour la Dixième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA10) (2016-2018). Davantage qu'un simple outil d'information, le RIDE est conçu pour stimuler la transparence dans la communication des réalisations et des problèmes, repérer les questions systémiques affectant la performance organisationnelle et renforcer la redevabilité.
10. Le RIDE 2018, douzième édition de ce document, inclut deux éléments nouveaux: i) une annexe résumant les progrès accomplis dans la mise en œuvre du Cadre relatif à l'efficacité en matière de développement; et ii) le chapitre "Pleins feux" consacré cette année à l'intégration des changements climatiques – l'un des quatre domaines mis en évidence dans le portefeuille de prêts du FIDA¹.

III. Évaluer les résultats: communication sur le CGR de FIDA10

11. Cette section a pour objectif de rendre compte des progrès accomplis au regard des indicateurs contenus dans le Cadre de gestion des résultats pour les cinq niveaux de celui-ci. Les données appuyant cette analyse sont présentées dans l'annexe I.
12. **Vue d'ensemble de la performance en 2017.** L'année 2017 a été une année record pour le FIDA, avec l'approbation, pour son programme de prêts et dons, de plus de 1,3 milliard d'USD. Il s'agit du plus haut volume d'approbation de projets depuis la création du Fonds, représentant une augmentation de 60% par rapport aux approbations de 2016. Près de 1 milliard d'USD ont été décaissés pour

¹ Bien que conçu à l'origine pour rendre compte des activités hors prêts, le chapitre "Pleins feux" présente cette année des informations sur l'intégration des questions climatiques, qui constitue un élément important au titre de FIDA10. L'information concernant les activités hors prêts reprendra dans le RIDE de l'an prochain, qui tirera parti de plusieurs initiatives en cours pour le renforcement des activités hors prêts et de la gestion des données connexes. Il s'agit notamment de l'élaboration d'une nouvelle stratégie de gestion des savoirs et d'un nouveau cadre pour la planification et le suivi stratégiques des partenariats du FIDA au niveau national, régional, mondial et institutionnel.

l'ensemble des sources de financement², ce qui constitue aussi un record pour le Fonds. Ce montant record des investissements s'inscrit dans un contexte d'augmentation marginale des dépenses administratives, ce qui souligne l'efficience accrue du FIDA.

13. Avec 32 nouveaux projets approuvés au 31 décembre 2017, le portefeuille de projets financés par le FIDA comprenait 211 initiatives en cours dans 97 pays: l'investissement du FIDA dans ce portefeuille en cours s'élevait à 6,6 milliards d'USD, cependant que les cofinancements nationaux et externes représentaient au total 8,3 milliards d'USD.
14. Les résultats de 2017 au niveau des projets font apparaître une tendance positive; toutefois, les notations d'ensemble au niveau des projets, qui s'appuient sur des moyennes sur 36 mois, ont été inférieures aux cibles ambitieuses établies pour FIDA10 – principalement du fait des notations inférieures en 2015 et 2016. Conscient des défis pour son efficacité en matière de développement, le FIDA a lancé une série d'initiatives, présentées dans la section V, dont le but est d'apporter des réponses à ces défis.
15. On peut aussi noter les faits marquants suivants:
 - a) Dans les situations de fragilité, la performance est inférieure à celle de l'ensemble du portefeuille pour ce qui est de la qualité de la conception, du décaissement des fonds et des résultats en matière de développement à l'achèvement du projet. Des approches différenciées sont dès lors nécessaires pour accroître l'efficacité en matière de développement dans les contextes fragiles.
 - b) La qualité de la conception des projets, telle qu'elle est notée par la fonction d'assurance qualité, est supérieure à la cible pour tous les critères.
 - c) Le cofinancement est inférieur à la cible et une stratégie institutionnelle est en cours d'élaboration.
 - d) La décentralisation est en bonne voie et près de la moitié des postes inscrits au budget dans les divisions régionales sont maintenant affectés aux bureaux de pays du FIDA.
16. **Niveau 1 du CGR: Effets sur la pauvreté, la sécurité alimentaire et les investissements agricoles à l'échelle mondiale.** Le rapport sur les progrès accomplis sur la voie de la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) a été publié en juin 2018. Il présente une vue générale des progrès actuels vers les ODD, sur la base des données les plus récentes disponibles pour les indicateurs contenus dans le cadre mondial d'indicateurs. Le tableau 1 de l'annexe I donne des indications concernant les progrès réalisés au regard des six indicateurs ODD auxquels le FIDA contribue.
17. **Niveau 2 du CGR: Effets et impact des projets appuyés par le FIDA sur le développement au niveau des pays.** Le niveau 2 du CGR comprend 13 indicateurs: quatre indicateurs d'impact et neuf indicateurs d'effet (voir le tableau 2 de l'annexe I).
18. Un rapport sur la réalisation de l'impact par le biais de l'initiative d'évaluation de l'impact du FIDA sera remis après l'achèvement de FIDA10 et présenté à la session du Conseil d'administration en avril 2019. Les estimations de l'impact du FIDA sur les indicateurs clés seront fondées sur 15 à 20 évaluations d'impact en cours sur des projets financés par le FIDA représentatifs de l'ensemble de son portefeuille.

² Les décaissements au titre du programme de prêts et dons du FIDA ont atteint au total 792 millions d'USD, tandis que les décaissements au titre des fonds supplémentaires, du Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire (Fonds fiduciaire espagnol) et du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP) se sont élevés à 190 millions d'USD.

L'agrégation de ces résultats donnera une estimation de la mesure dans laquelle des impacts ont été réalisés. Un document récemment publié dans *Rural 21*³ présente une vue d'ensemble de la méthodologie utilisée.

19. S'agissant des indicateurs d'effet, l'analyse des données pour la cohorte 2015-2017 a été fondée sur les notations issues des rapports d'achèvement de projet (RAP) de 94 projets clôturés. La répartition régionale de ces projets était la suivante: 19 dans la région Asie et Pacifique (APR); 14 dans la région Afrique orientale et australe (ESA); 14 dans la région Amérique latine et Caraïbes (LAC); 23 dans la région Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe (NEN); et 24 dans la région Afrique de l'Ouest et du Centre (WCA).
20. Les grandes conclusions découlant des rapports sur les indicateurs d'effet sont notamment les suivantes:
 - a) Bien que les cibles pour FIDA10 n'aient été jusqu'ici atteintes que pour deux indicateurs, les résultats pour les projets clôturés en 2017 sont encourageants, avec une augmentation moyenne des notes de sept points de pourcentage par rapport aux projets clôturés en 2016.
 - b) Pour cinq des neuf indicateurs d'effet (impact sur la pauvreté rurale, égalité des sexes, innovation et reproduction à plus grande échelle, environnement et gestion des ressources naturelles, performance du gouvernement), au moins 80% des projets évalués entre 2015 et 2017 ont été jugés plutôt satisfaisants ou mieux.
 - c) Alors que les cibles de FIDA10 sont déjà en voie de réalisation pour l'adaptation aux changements climatiques et la performance du gouvernement, le Fonds est en retard pour les sept autres indicateurs. Toutefois, pour des indicateurs tels que l'égalité des sexes, l'innovation et la reproduction à plus grande échelle, le FIDA n'est qu'à quelques points de pourcentage de la cible.
 - d) Les indicateurs pour lesquels la performance est la plus faible concernent l'efficacité et la durabilité des résultats. Ils figurent aussi parmi les indicateurs pour lesquels la performance est le plus souvent jugée plutôt satisfaisante (note de 4 comparée aux notes satisfaisantes de 5 et 6).
21. **Analyse des tendances dans la notation des résultats.** Le RIDE de cette année montre que la performance du FIDA, mesurée par une moyenne mobile sur 36 mois, de 2015 à 2017, a diminué (voir le tableau 1 ci-après). Cependant, une analyse ventilée de la performance des projets par année est encourageante dans la plupart des domaines fonctionnels pour 2017.
22. Bien que le calcul de la moyenne mobile sur 36 mois soit utile pour le lissage des principales fluctuations et permette d'obtenir un grand ensemble de données, il ne rend pas compte de l'amélioration de la performance au cours de chacune des années. Cet élément est particulièrement pertinent pour la période de FIDA10, dans laquelle le recul des notes est à mettre en rapport avec le fait que les notations de 2014 ont été les plus élevées de la dernière décennie. Néanmoins, la bonne performance en 2017 n'a pas été suffisante pour remonter la moyenne sur 36 mois afin d'atteindre les cibles en raison de la faiblesse de la performance en 2015 et 2016.
23. La direction note avec satisfaction que la performance des projets clôturés en 2017 a augmenté pour sept des dix indicateurs par rapport à l'année précédente. Parmi les améliorations particulièrement notables, on peut citer une augmentation de 17% des notes pour l'impact d'ensemble sur la pauvreté rurale, de 14% pour

³ <https://www.rural21.com/english/current-issue/detail/article/corporate-level-impact-measurement-ifads-experience-00002734/>.

l'efficacité et l'efficacité, et de 10% pour l'égalité des sexes et la durabilité. La direction est résolue à poursuivre l'amélioration de la performance en 2018 et au-delà.

24. Dans le même temps, la direction note que, en dépit de l'amélioration de l'efficacité des opérations du FIDA en 2017, ce point constitue toujours un problème. Dans ce domaine de la performance, 68% des projets sont jugés plutôt satisfaisants ou mieux, alors que la cible pour FIDA10 était de 80%. L'évaluation au niveau de l'institution (ENI), réalisée par le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (IOE), portant sur l'efficacité institutionnelle du FIDA et l'efficacité des opérations qu'il finance, et l'édition 2018 du RARI ont recensé les points délicats ayant un impact sur l'efficacité des projets, et notamment: défauts dans la conception du projet, comme une complexité excessive; absence de préparation en vue de l'exécution; faiblesse des systèmes de suivi-évaluation (S&E), qui compromet une identification précoce des problèmes imprévus; et lenteur de la réaction aux questions surgissant au cours de l'exécution.
25. La durabilité des avantages, qui permet de déterminer si les avantages résultant de l'exécution du projet sont susceptibles de se maintenir après son achèvement, est également un domaine dans lequel la performance est relativement faible. Alors que la cible de FIDA10 était de 85%, 69% seulement des projets ont été jugés plutôt satisfaisants ou mieux. Diverses raisons expliquent pourquoi près d'un projet sur trois est jugé insuffisant dans ce domaine, et notamment l'absence de stratégies de retrait bien définies (conclusion que l'on retrouve également dans le RARI 2018), et la faiblesse de la capacité ou de la volonté des pays emprunteurs de reproduire à plus grande échelle les approches du développement.
26. Ces deux domaines de faible performance sont aussi affectés par les situations de fragilité. Près d'un tiers des projets jugés insuffisants sur le plan de l'efficacité étaient exécutés dans des pays en situation de fragilité, ce qui a contribué à la baisse de leur performance moyenne dans ce domaine. En outre, 34% des projets jugés insuffisants pour se maintenir après son achèvement étaient exécutés dans des pays en situation de fragilité. Dans certains cas, les menaces pour les résultats et l'impact des projets découlaient de l'aggravation de conflits et de l'insécurité (par exemple en République arabe syrienne et au Soudan du Sud). Dans d'autres cas, la faible performance sur le plan de la durabilité était imputable à l'insuffisance du renforcement des capacités ou de l'appropriation (par exemple en Côte d'Ivoire et au Togo).

Tableau 1
Pourcentage de projets jugés plutôt satisfaisants ou mieux

Indicateurs	Notations annuelles						RIDE 2017 ^a	RIDE 2018 ^b	Cibles FIDA10
	2012	2013	2014	2015	2016	2017			
Égalité des sexes	92	90	93	82	87	97	87	88	90
Innovation	80	86	98	88	87	90	93	88	90
Potentiel de reproduction à plus grande échelle	83	93	100	88	87	87	92	87	90
Gestion de l'environnement et des ressources naturelles	86	83	92	83	86	83	88	84	90
Impact global sur la pauvreté rurale	84	93	96	79	76	93	86	82	90
Performance du gouvernement	72	83	87	85	77	81	90	81	80
Efficacité	84	93	96	73	73	87	84	78	90
Adaptation aux changements climatiques	-	67	94	72	80	80	84	77	50
Durabilité	72	86	89	64	67	77	78	69	85
Efficience	68	79	79	76	57	71	77	68	80
Moyenne sur l'ensemble des indicateurs	80	85	92	79	78	85	86	80	

^a La cohorte des RAP inclus dans le RIDE 2017 couvre la période 2014-2016.

^b La cohorte des RAP inclus dans le RIDE 2018 couvre la période 2015-2017.

27. **Variations régionales des notations.** Il existe d'importantes variations entre la performance des projets exécutés dans les différentes zones couvertes par les divisions du FIDA. Ces variations reflètent des différences dans les contextes nationaux, notamment les pays en situation de fragilité, où les cadres institutionnels sont faibles et la situation politique instable, ce qui peut conduire à des projets faisant problème et à une performance d'ensemble médiocre⁴.
28. La meilleure notation d'ensemble des résultats a été obtenue dans la région APR, tandis que la performance la plus faible est celle de WCA. Cela peut s'expliquer par le fait que WCA est la région qui compte le plus grand nombre de pays présentant des situations de fragilité. La ventilation régionale montre qu'APR atteint les cibles de performance du FIDA pour tous les indicateurs, alors que la région ESA n'atteint les cibles que pour cinq indicateurs. Les autres divisions régionales n'atteignent pas les cibles du FIDA pour divers indicateurs (par exemple WCA pour l'efficience et la performance du gouvernement; LAC pour l'innovation; et NEN pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes).
29. Le recul des notes en 2015 et 2016 peut être associé au pourcentage relativement élevé de projets ayant de faibles performances dans les régions LAC et WCA, et clôturés au cours de cette période⁵. Effectivement, pour six des neuf indicateurs d'effet (efficacité, impact global sur la pauvreté rurale, durabilité, gestion de l'environnement et des ressources naturelles, adaptation aux changements climatiques, et performance du gouvernement), LAC et WCA montrent le pourcentage moyen le plus élevé de projets jugés plutôt insuffisants ou moins entre 2015 et 2016. Dans la région LAC, cela peut s'expliquer en partie par le

⁴ Comme l'avait mis en évidence le thème d'apprentissage du RARI 2012 sur la compréhension des projets exceptionnels, le revenu national brut au niveau du pays ne fournit que peu d'explications sur la performance d'un projet, alors que des contextes moins favorables sur le plan des politiques, des institutions et de la gouvernance (tels qu'on les rencontre dans les pays en situation de fragilité) sont associés à des projets aux performances plus médiocres et à un plus petit nombre de projets ayant de bonnes performances que dans les pays où les contextes sont plus favorables.

⁵ Les projets obtenant des notes faibles clôturés au cours de cette période sont ceux exécutés au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Ghana, au Panama, en République démocratique du Congo, en République dominicaine et deux projets en Haïti.

pourcentage relativement élevé, par rapport aux autres régions, de projets faisant problème. Dans la région WCA, la médiocre performance peut s'expliquer par le nombre élevé de pays en situation de fragilité dans cette région, situation aggravée par l'épidémie de fièvre à virus Ebola en Afrique de l'Ouest en 2014 et 2015, qui a provoqué la suspension de l'exécution de plusieurs projets.

30. **Détection et correction de la faiblesse des performances.** L'analyse montre que le FIDA a réussi à identifier de façon précoce les projets faisant problème. Sur les projets dont la note se situe dans la zone "insuffisant" pour les résultats globaux du projet à son achèvement, 81% avaient déjà été signalés durant l'exécution, grâce à la supervision du FIDA, comme des projets faisant problème⁶.
31. La manière dont les problèmes identifiés sont abordés et la performance corrigée constitue également une conclusion significative. Les données montrent que 43% des projets financés par le FIDA ont été signalés comme des projets faisant problème au moins une fois durant leur exécution. Cette observation souligne les conditions difficiles dans lesquelles de nombreux projets sont exécutés. Toutefois, parmi les projets signalés comme faisant problème au moins une fois durant leur exécution, 73% ont été jugés plutôt satisfaisants ou mieux à leur achèvement. Cela signifie que le FIDA a été en mesure d'aider la majorité de ses projets à améliorer leur performance et à présenter de bons résultats à leur achèvement malgré les difficultés rencontrées au cours de l'exécution.
32. **Renforcement de l'architecture des résultats et de l'autoévaluation.** En 2015, le FIDA a considérablement renforcé son processus d'assurance qualité pour la notation de la performance des projets à leur achèvement, en instituant à cet effet un processus plus rigoureux d'examen du RAP. Ce nouveau processus pourrait être à l'origine du nombre disproportionné de notes modestes lors de son établissement, mais les notations ont été depuis calibrées.
33. Par ailleurs, comme le mentionnent le RARI 2018 et les évaluations d'IOE, la qualité des RAP s'est sensiblement améliorée, avec 90% d'entre eux jugés satisfaisants ou mieux⁷. Cela se reflète également dans le parallélisme croissant entre les notes de la direction et celles d'IOE: la différence moyenne pour la cohorte de projets clôturés entre 2014 et 2016 était de - 0,30, valeur en progrès par rapport à la période 2013-2015, au cours de laquelle la différence était de - 0,42⁸.
34. **Niveau 3 du CGR: Produits de développement au niveau des pays obtenus grâce aux projets appuyés par le FIDA.** Les résultats de cette année au niveau des produits sont extraits de 170 projets en cours financés par le FIDA. La performance a été mitigée: les résultats de trois des douze indicateurs de niveau 3 du CGR ont déjà atteint les cibles de FIDA10 (projets associés aux services financiers ruraux, aux microentreprises et aux politiques, et aux institutions). En effet, 16,14 millions d'épargnants volontaires et 7,68 millions d'emprunteurs actifs ont été touchés, atteignant les cibles de FIDA10. En outre, 91 250 entreprises ont eu accès aux services de promotion des entreprises (cible de FIDA10: entre 80 000 et 120 000), et 1,94 million de personnes ont reçu une formation sur les thèmes de la gestion communautaire (cible de FIDA10: entre 1,6 million et 2,3 millions).
35. Le FIDA est également près d'atteindre les cibles de FIDA10 pour trois autres indicateurs: nombre de personnes bénéficiant de services fournis par les projets appuyés par le FIDA (97,9 millions, les quatre pays comptant le plus grand nombre de personnes touchées étant le Bangladesh, l'Éthiopie, l'Inde et le Nigéria);

⁶ Le FIDA suit aussi bien les projets faisant problème que les projets pouvant faire problème. Seuls les premiers ont été inclus dans cette analyse. Si les projets pouvant faire problème avaient été inclus, le pourcentage aurait été encore plus élevé.

⁷ Extrait de l'analyse du RARI 2018.

⁸ La différence a été calculée en comparant la note moyenne attribuée par IOE aux validations des RAP (VRAP) pour les projets clôturés entre 2013 et 2015 et entre 2014 et 2016 aux notes moyennes des RAP correspondants.

ressources collectives bénéficiant de pratiques de gestion améliorées (3 millions d'hectares); et installations de commercialisation construites ou remises en état (2 700). Toutefois, le FIDA est loin d'atteindre la cible pour les indicateurs sur les terres bénéficiant de systèmes d'irrigation construits ou remis en état (57 500 hectares); et le nombre de personnes formées aux pratiques et aux technologies de production végétale et animale. Le tableau 3 de l'annexe I présente des informations détaillées sur la performance au regard de tous les indicateurs de produit.

36. **Niveau 4 du CGR: Efficacité opérationnelle des programmes de pays et des projets appuyés par le FIDA.** Cet indicateur mesure les progrès vers l'efficacité opérationnelle dans les programmes de pays et les projets. La performance est mesurée pour les indicateurs suivants: exécution du programme de pays, qualité des projets au point de départ, gestion du portefeuille et cofinancement. La performance, à ce niveau, a été dans l'ensemble positive, les cibles ayant été atteintes pour les activités hors prêts au niveau du programme de pays ainsi que pour la qualité de la conception des nouveaux projets, telle qu'elle est notée par la fonction d'assurance qualité. Le ratio de décaissement et le délai entre l'approbation et le premier décaissement se sont tous deux améliorés. Le seul cas de détérioration de la performance est celui du cofinancement.
37. **Exécution du programme de pays.** Pour FIDA10, la performance en matière d'exécution du programme de pays a été évaluée principalement par le biais d'une enquête auprès des clients⁹. Consciente des limites que présente l'évaluation de la performance des activités hors prêts uniquement par une enquête de perception auprès des clients et des partenaires nationaux, la direction rendra également compte, durant FIDA11, par des autoévaluations des programmes de pays. En outre, la conception de l'enquête auprès des clients est en cours de révision pour en faire un moyen de mesure plus efficace et robuste.
38. Nonobstant ces limitations, les résultats de cette année sont très positifs, les quatre indicateurs concernés étant largement supérieurs aux cibles de FIDA10: contribution à une augmentation des revenus; respect des principes d'efficacité de l'aide; concertation sur les politiques; et développement de partenariats. Le FIDA actualise actuellement ses directives relatives aux programmes d'options stratégiques pour le pays (COSOP) pour aider les équipes à élaborer des stratégies de transition à plus long terme concernant la collaboration avec les gouvernements, aboutissant à une approche plus programmatique. Le renforcement des synergies entre l'engagement au niveau du projet et l'engagement au niveau des politiques nationales est une démarche prioritaire pour le Fonds afin d'améliorer la performance du programme de pays.
39. **Qualité des projets au point de départ.** Les notes ont été supérieures à la cible pour tous les indicateurs en rapport avec la qualité au point de départ de la conception du projet d'investissement. Une amélioration particulière a été observée sur le plan de l'environnement et des changements climatiques, pour lesquels les notes satisfaisantes sont passées de 90 à 98%. Cela témoigne des progrès significatifs réalisés par le Fonds du point de vue de l'intégration de ce thème dans le portefeuille. Toutefois, la qualité de la conception dans les pays en situation de fragilité demeure en retard par rapport à l'ensemble du portefeuille, et a connu un recul sensible, passant de 96% à 91% des projets jugés plutôt satisfaisants ou mieux par rapport au RIDE précédent. Ces données renforcent la nécessité d'un programme spécial pour les pays en situation de fragilité pour l'amélioration de la performance.

⁹ En 2018, 37 pays avaient été invités à participer, et 35 d'entre eux ont renvoyé des réponses admissibles. Pour que l'enquête auprès des clients soit valide, le pays devait solliciter au moins 20 réponses et atteindre un taux de réponses d'au moins 40%. Les pays dans lesquels l'enquête auprès des clients a été administrée en 2018 étaient les mêmes qu'en 2016, et les résultats sont par conséquent comparables.

40. **Gestion du portefeuille.** Le FIDA augmente son efficacité opérationnelle, comme en témoigne le décaissement record, en 2017, de près d'un milliard d'USD pour l'ensemble des sources de financement¹⁰. Ce montant record de décaissement a été soutenu par une réduction du délai s'écoulant entre l'approbation du projet et le premier décaissement, passant de 16,8 à 16,3 mois¹¹ – une augmentation du ratio de décaissement de 12,8 à 13,1% utilisant la méthodologie décrite dans le Rapport de la Consultation sur la Dixième reconstitution des ressources du FIDA. Si l'on applique une méthodologie de calcul du ratio de décaissement alignée sur celle d'autres institutions financières internationales (IFI) (et qui sera utilisée durant FIDA11), le ratio de décaissement s'établit à 19,1%.
41. L'amélioration du taux de décaissement réalisée par le FIDA est le résultat d'une attention accrue de la part de la direction, qui s'est cristallisée, en 2016, dans une étude approfondie des questions de décaissement. À la suite de cette étude, un plan d'action sur le décaissement a été élaboré pour résoudre les problèmes révélés par l'étude, notamment en apportant des améliorations aux systèmes institutionnels des technologies de l'information pour le suivi de la performance des projets et par des révisions des politiques relatives à la gestion financière et à la passation des marchés des projets.
42. Dans les pays en situation de fragilité, le ratio de décaissement est tombé de 12,8 à 10,5% au cours de l'année écoulée. Cette diminution a eu pour cause plusieurs situations dans lesquelles la performance des projets a été contrariée par des circonstances externes, notamment au Moyen-Orient. La direction est consciente des problèmes soulevés par la conception et l'exécution de projets dans des pays en situation de fragilité, et elle a entrepris l'élaboration du Programme spécial pour les pays en situation de fragilité, qui sera lancé au deuxième trimestre de 2019.
43. Au cours de la période 2015-2017, le cofinancement a atteint un total de 3,6 milliards d'USD, dont 60% d'origine nationale et 40% d'origine internationale. Le ratio de cofinancement a reculé, passant de 1,2 au cours de l'année écoulée à 1,0 pour la période couverte par le rapport. Cela signifie que, pour chaque dollar des États-Unis investi par le FIDA, un autre dollar a été mobilisé à titre de cofinancement national et international. Le recul global du cofinancement au cours des dernières années est principalement dû à une chute du cofinancement international; le cofinancement national n'a diminué que légèrement. Plusieurs portefeuilles de pays ont enregistré un déclin du cofinancement depuis le RIDE de l'an dernier, et notamment la Chine, l'Indonésie et le Soudan. Le FIDA n'a par conséquent pas atteint sa cible de 1,2 pour la période de FIDA10, et l'ambitieuse cible de 1,4 fixée pour la période de FIDA11 semble encore plus difficile à atteindre.
44. La ventilation du ratio actuel de cofinancement par groupe de revenus montre que les pays à revenu intermédiaire jouent un rôle moteur dans la mobilisation des ressources, spécialement lorsqu'il s'agit des ressources nationales. Le ratio de cofinancement national est le plus élevé dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, et le plus faible dans les pays à faible revenu. Pour ce qui concerne le ratio de cofinancement international, ce schéma est inversé, le ratio le plus élevé étant observé dans les pays à faible revenu, et le plus faible dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure¹². Du point de vue des tendances régionales, c'est dans les régions APR et LAC que l'on enregistre les ratios d'ensemble de cofinancement les plus élevés au cours des 36 derniers mois, tandis que LAC a le taux le plus élevé de cofinancement national.

¹⁰ Ces fonds proviennent des prêts et des dons du FIDA, du Fonds fiduciaire espagnol, du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne et d'autres fonds supplémentaires.

¹¹ La direction vise à réduire encore le délai entre l'approbation et le premier décaissement grâce à la mise en place de l'instrument pour un démarrage plus rapide de l'exécution des projets.

¹² Ces tendances ont été confirmées par une analyse économétrique rigoureuse menée par la direction dans le cadre de la préparation de la prochaine stratégie de cofinancement, en utilisant des données historiques sur 20 années de financement de projets.

45. L'annexe I présente les chiffres du cofinancement par groupe de pays et par région. On trouvera dans l'encadré ci-après des informations complémentaires sur la participation et les contributions du secteur privé.

Encadré: Participation et contributions du secteur privé

Le partenariat avec le secteur privé est essentiel pour la mobilisation de ressources financières supplémentaires afin de répondre aux besoins d'investissement en rapport avec les ODD. Au cours des dernières années, l'engagement du FIDA avec des sociétés privées a régulièrement augmenté, spécialement dans le développement de filières au profit des pauvres. Il existe de nombreux exemples d'expériences réussies, et notamment:

- Le programme "Nouer des partenariats pour créer de la valeur" a mené des activités pilotes de mécanismes d'intermédiation dans des partenariats public-privé-producteurs (4P) dans le cadre de projets de filières financés par le FIDA avec des gouvernements. Ce programme, d'une durée de trois ans (février 2015 à janvier 2018), qui a été exécuté par l'Agence néerlandaise de développement international en El Salvador, au Mozambique, en Ouganda, au Sénégal et au Viet Nam, a permis au FIDA de recenser un certain nombre de facteurs influant sur les 4P et fourni d'importants enseignements sur la participation du secteur privé aux côtés des petits exploitants agricoles et de leurs organisations.
- Le FIDA et la société Ant Financial ont récemment signé une déclaration commune d'intention en vue d'actions conjointes pour le développement économique de zones rurales en Chine et dans d'autres pays en développement. Il s'agit là d'un premier pas vers l'officialisation d'un partenariat forgé dans le contexte d'un projet financé par le FIDA en Chine, mais qui pourrait acquérir une portée mondiale.

46. Dans le domaine de la coopération Sud-Sud et triangulaire, le Mécanisme Chine-FIDA pour la coopération Sud-Sud et triangulaire a été lancé en février 2018 et a récemment annoncé son premier appel à propositions. Il s'agira d'une importante composante dans la quête entreprise par le FIDA pour faciliter le partage de technologies et de savoirs entre pays en développement.
47. **Niveau 5 du CGR: Efficacité et efficience institutionnelles du FIDA.** Cet indicateur mesure les progrès du Fonds au regard des cibles relatives à son efficacité et son efficience institutionnelles.
48. Par rapport au RIDE de l'an dernier, tous les indicateurs d'efficience se sont améliorés. Ces améliorations sont principalement dues au montant record des décaissements du FIDA, qui se sont élevés, en 2017, à près d'un milliard d'USD pour l'ensemble de ses instruments de financement, et à la fourniture de 1,3 milliard d'USD sous forme de prêts et de dons. Ces chiffres incluent une augmentation de 60% par rapport au programme de prêts et dons de 2016, alors que le budget administratif du Fonds n'a que légèrement augmenté au cours des dernières années.
49. Le FIDA accélère aussi sa décentralisation (indicateur 5.3.2), avec 47% des postes inscrits au budget dans les divisions régionales maintenant affectés aux bureaux de pays du FIDA. Ce pourcentage est en augmentation par rapport à 2016 et dépasse la cible de 45%. L'augmentation traduit la création de nouveaux postes en équivalent temps plein dans les bureaux de pays du FIDA, résultat de la mise en œuvre du plan stratégique 2017 pour le personnel des divisions régionales.
50. Le pourcentage de femmes aux postes P-5 et au-dessus est passé de 25% (données rapportées dans le RIDE 2016) à 28%, mais il est encore loin de la cible de 35%. L'augmentation a été facilitée par l'élaboration, en 2017, du Plan d'action du FIDA pour l'égalité des sexes, qui comprend 20 initiatives pour la réalisation de l'égalité entre les sexes. On peut citer comme exemples les initiatives de sensibilisation pour attirer les candidatures de femmes, l'inclusion d'un nombre obligatoire de femmes sur les listes restreintes, la gestion des talents et les perspectives de carrière, les programmes de formation et d'éducation, et l'appui apporté à l'équilibre travail-vie personnelle.

IV. Pleins feux: intégration des changements climatiques

51. Cette année, la section "Pleins feux" présente une vue générale des initiatives du FIDA en matière d'intégration des changements climatiques au cours des périodes de FIDA9 et FIDA10, et elle décrit comment FIDA11 fera fond sur ces bases. Le texte intégral est présenté à l'annexe III.

V. Voies à suivre pour améliorer la performance

52. Le FIDA a obtenu des résultats remarquables en 2017 du point de vue de son programme de prêts et dons et du volume des décaissements. Il existe toutefois une marge d'amélioration par la transformation de ces résultats en résultats en matière de développement, compte tenu en particulier des questions structurelles qui limitent la performance. Tout en reconnaissant la complexité des contextes ruraux dans lesquels intervient le FIDA (notamment l'éloignement géographique et la dispersion des communautés rurales les plus pauvres), la direction est consciente de la nécessité d'aller au-delà du maintien des politiques actuelles afin d'optimiser sa contribution au Programme 2030 et d'atteindre les ODD.
53. On prévoit que la performance s'améliorera de manière significative, à moyen et long terme, grâce à une série d'activités interdépendantes, parmi lesquelles l'exercice relatif à l'excellence opérationnelle au service des résultats (OpEx), les priorités renforcées du modèle opérationnel de FIDA11, le Cadre relatif à l'efficacité en matière de développement et les engagements au titre de FIDA11.
54. À court et moyen terme, certains domaines doivent faire l'objet d'une attention immédiate et ciblée. La direction souhaite mettre en lumière cinq actions concrètes actuellement entreprises pour porter la performance du FIDA au-delà du niveau "plutôt satisfaisant".
55. Premièrement, dans le cadre de l'exercice OpEx, le FIDA a multiplié par deux ses efforts de décentralisation et atteint actuellement sa cible pour le nombre de postes établis dans les bureaux de pays. Un certain nombre de recommandations d'IOE ont aussi mis en évidence la nécessité de rapprocher le personnel des pays emprunteurs afin d'apporter un appui opérationnel plus étroit. L'augmentation des effectifs – personnel technique et opérationnel – dans les pôles sous-régionaux et les bureaux de pays devrait permettre une amélioration de la performance dans le domaine des activités hors prêts.
56. Deuxièmement, afin d'accroître l'efficacité de ses opérations, le FIDA révisé le processus de conception des projets en vue de réduire les délais et d'améliorer la qualité de la conception. Le processus récemment mis en place appuie l'élaboration de projets spécifiques à un contexte et exécutables, qui obtiendront plus probablement des résultats en matière de développement. En outre, l'instrument pour un démarrage plus rapide de l'exécution des projets est en cours d'élaboration et sera lancé plus tard dans le courant de l'année 2018. Cet instrument aura pour objet d'apporter une réponse aux contraintes en matière de capacités afin de réduire le délai entre l'approbation et le premier décaissement, permettant un démarrage plus rapide des projets et une exécution plus efficace.
57. Troisièmement, le Programme spécial pour les pays en situation de fragilité sera lancé en 2019, apportant direction intellectuelle, expertise, appui opérationnel et assurance qualité à l'engagement du FIDA dans les situations de fragilité. La mise en place de ce programme intervient à un moment particulièrement opportun, étant donné que la direction s'est également engagée à allouer une part accrue de ses ressources de base (entre 25 et 30%), durant la période de FIDA11, aux pays en situation de majeure fragilité.
58. Quatrièmement, l'évolution du modèle opérationnel du FIDA est de plus en plus axée sur le renforcement des partenariats, au niveau des pays et au-delà. L'établissement de partenariats plus efficaces avec les gouvernements et les

partenaires internationaux peut aboutir à un impact considérablement accru en matière de développement. Pour que le FIDA atteigne son objectif de devenir un rassembleur de financement du développement, la direction a entrepris la conception d'une stratégie de cofinancement accompagnée d'un plan d'action en la matière à approuver en tant que composantes du cadre de transition. Cette stratégie tracera les grandes lignes: des cibles de cofinancement au niveau régional; de stratégies innovantes pour attirer les cofinancements; et d'une méthodologie plus rigoureuse pour le calcul des contributions au cofinancement provenant du secteur privé ou apportées en nature.

59. Cinquièmement, une meilleure gestion des résultats est au cœur des décisions fondées sur des données factuelles et des mesures correctives prises en temps opportun. L'absence de données de qualité élevée et à jour au niveau des projets est souvent l'une des causes sous-jacentes des performances médiocres, comme l'ont mis en évidence à de multiples reprises les évaluations d'IOE. La direction a mis en application un Système de gestion des résultats opérationnels pour faciliter la supervision et faire en sorte que les corrections à mi-parcours puissent être apportées de manière efficiente et efficace durant l'exécution du projet. Au niveau des pays, le FIDA a agi en pionnier avec deux initiatives interconnectées pour un renforcement des capacités de gestion axée sur les résultats: un outil d'autoévaluation permettant d'évaluer les lacunes en termes de capacités de suivi-évaluation dans les pays, et d'élaborer des plans d'action pour combler ces lacunes (AVANTI); et un programme de formation et de certification pour le personnel des projets (PRIME) en matière de suivi et d'évaluation du développement rural.
60. En conclusion, et bien que des problèmes subsistent, la performance du FIDA au cours de l'an dernier a été bonne, et il est résolu à l'améliorer encore pour obtenir des résultats allant au-delà du niveau "plutôt satisfaisant" et apporter de nouvelles formes de contribution au Programme 2030.

Résultats obtenus pour les indicateurs et les cibles du Cadre de mesure des résultats de FIDA10

Tableau 1
Niveau 1 du CMR – effets sur la pauvreté, la sécurité alimentaire et les investissements agricoles à l'échelle mondiale

<i>Indicateurs</i>	<i>Source</i>	<i>Année de référence^b</i>	<i>Résultats</i>
1.1 Effets sur la pauvreté et la sécurité alimentaire à l'échelle mondiale			
1.1.1 Proportion de la population vivant au-dessous du seuil de pauvreté fixé au niveau international (1,90 USD par jour)	Division de statistique ^a	28,0 (1999)	10,9 (2013)
1.1.2 Prévalence de la sous-alimentation dans la population	Division de statistique ^a	n.d.	11 (2016) ^c
1.1.3 Prévalence de l'insécurité alimentaire (modérée et sévère)	Division de statistique ^a	n.d.	23,9 (2015)
1.1.4 Prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans	Division de statistique ^a	n.d.	22,2 (2017)
1.2 Effets sur les investissements agricoles à l'échelle mondiale			
1.2.1 Total des apports publics alloués au secteur agricole (en milliards d'USD)	Division de statistique ^a	n.d.	12,5 (2016)
1.2.2 Part des dépenses publiques affectée à l'agriculture (indice)	Division de statistique ^a	n.d.	0,23 (2016)

^a Rapport du Secrétaire général: point sur les objectifs de développement durable en 2018 (E/2018/64), 10 mai 2018.

^b Pour chaque indicateur, les années de référence et les données correspondantes doivent encore être fixées avec l'aide de la Commission de statistique de l'ONU.

Tableau 2

Niveau 2 du CMR – effets et impact des projets appuyés par le FIDA sur le développement au niveau des pays

<i>Indicateurs</i>	<i>Source</i>	<i>Valeur de référence 2011-2013</i>	<i>2014-2016^a</i>	<i>2015-2017^b</i>	<i>Cible FIDA10 en 2018</i>
2.1 Indicateurs d'impact					
2.1.1 Nombre de personnes concernées par la mobilité économique (en millions de personnes)	Évaluations de l'impact du FIDA	n.d.	n.d.	n.d.	40
2.1.2 Nombre de personnes dont la production s'est améliorée (en millions de personnes)	Évaluations de l'impact du FIDA	n.d.	n.d.	n.d.	43
2.1.3 Nombre de personnes jouissant d'un meilleur accès au marché (en millions de personnes)	Évaluations de l'impact du FIDA	n.d.	n.d.	n.d.	42
2.1.4 Nombre de personnes dont la résilience est renforcée (en millions de personnes)	Évaluations de l'impact du FIDA	n.d.	n.d.	n.d.	22
2.2 Indicateurs d'effet (pourcentage de projets obtenant une note plutôt satisfaisante ou mieux) à l'achèvement					
2.2.1 Efficacité	RAP	88	84	78	90
<i>Seulement fragilité</i>	RAP	-	68	59	-
Note IOE ^c	VRAP/EvPP	75	76	n.d.	-
2.2.2 Efficience	RAP	76	77	68	80
<i>Seulement fragilité</i>	RAP	-	74	59	-
Note IOE ^c	VRAP/EvPP	57	53	n.d.	-
2.2.3 Impact sur la pauvreté rurale	RAP	88	86	82	90
<i>Seulement fragilité</i>	RAP	-	79	73	-
Note IOE ^c	VRAP/EvPP	86	81	n.d.	-
2.2.4 Égalité des sexes	RAP	93	87	88	90
Note IOE ^c	VRAP/EvPP	80	77	n.d.	-
2.2.5 Durabilité des avantages	RAP	81	78	69	85
<i>Seulement fragilité</i>	RAP	-	63	55	-
Note IOE ^c	VRAP/EvPP	65	61	n.d.	-
2.2.6 Innovation et reproduction à plus grande échelle	RAP	91	92	88	90
<i>Seulement pour innovation</i>	RAP	-	93	88	-
Note IOE ^c	VRAP/EvPP	79	86	n.d.	-
<i>Seulement pour reproduction à plus grande échelle</i>	RAP	-	92	87	-
Note IOE ^c	VRAP/EvPP	79	84	n.d.	-
2.2.7 Gestion de l'environnement et des ressources naturelles	RAP	86	88	84	90
Note IOE ^c	VRAP/EvPP	73	85	n.d.	-
2.2.8 Appui à l'adaptation des petits exploitants aux changements climatiques	RAP	n.d.	84	77	50
Note IOE ^c	VRAP/EvPP	n.d.	81	n.d.	-
2.2.9 Performance du gouvernement	RAP	78	90	81	80
Note IOE ^c	VRAP/EvPP	66	72	n.d.	-

Note: RAP – rapport d'achèvement de projet; IOE – Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA; VRAP – validation du rapport d'achèvement de projet; EvPP – évaluation de la performance du projet.

^a Ces résultats ont été présentés dans le RIDE 2017.

^b Les résultats des RAP sont présentés cumulés sur trois ans afin de mieux rendre compte de la dynamique interannuelle.

^c Source: base de données d'IOE, mai 2018.

Tableau 3
Niveau 3 du CMR – Produits des projets appuyés par le FIDA en matière de développement au niveau des pays

<i>Indicateurs</i>	<i>Source</i>	<i>Valeur de référence 2013</i>	<i>2016^a</i>	<i>2017^b</i>	<i>Fourchette prévisionnelle FIDA 10 en 2018</i>
3.1 Portée globale					
3.1.1 Nombre de personnes bénéficiant de services fournis par des projets soutenus par le FIDA (en millions de personnes; ratio hommes/femmes)	SYGRI	98,6 (52:48)	97,04 (50:50)	97,93 (50:50)	110-130
3.2 Gestion des ressources naturelles					
3.2.1 Superficie bénéficiant de pratiques de gestion améliorées (en millions d'ha)	SYGRI	4,1	3,01	3,02	3,3-5,0
3.2.2 Superficie bénéficiant de réseaux d'irrigation (en ha)	SYGRI	277 000	57 021	57 517	240 000-350 000
3.3 Techniques agricoles					
3.3.1 Personnes formées aux pratiques/techniques de production végétale et animale (en millions de personnes; ratio hommes/femmes)	SYGRI	6,4 (53:47)	2,51 (47:53)	2,56 (47:53)	5,5-7,7
3.4 Services financiers ruraux					
3.4.1 Nombre d'épargnants volontaires (en millions de personnes; ratio hommes/femmes)	SYGRI	19,1 (28:72)	16,13 (39:61)	16,14 (39:61)	14-21
3.4.2 Nombre d'emprunteurs actifs (en millions de personnes; ratio hommes/ femmes)	SYGRI	6,2 (40:60)	7,68 (35:65)	7,68 (35:65)	5,0-7,5
3.5 Commercialisation					
3.5.1 Routes construites ou remises en état (en km)	SYGRI	20 120	13 690	13 930	18 000-24 000
3.5.2 Installations de transformation construites ou remises en état	SYGRI	9 391	5 191	5 191	7 500-11 300
3.5.3 Installations de commercialisation construites ou remises en état	SYGRI	3 252	2 672	2 709	3 000-5 000
3.6 Microentreprises					
3.6.1 Entreprises accédant à des services de promotion de l'activité	SYGRI	88 000	91 249	91 250	80 000-120 000
3.7 Politiques et institutions					
3.7.1 Nombre de personnes formées à la gestion communautaire (en millions de personnes; ratio hommes/femmes)	SYGRI	1,8 (24:76)	1,93 (23:77)	1,94 (24:76)	1,6-2,3
3.8 Adaptation aux changements climatiques					
3.8.1 Nombre de membres de ménages de paysans pauvres soutenus pour faire face aux effets du changement climatique (en millions de personnes)	SYGRI	2,3	1,50	1,51	8-15

^a Résultats présentés dans le RIDE 2017. Résultats au 31 décembre 2016.

^b Résultats pour le RIDE 2018. Résultats au 31 décembre 2017.

Tableau 4
Niveau 4 du CMR – efficacité opérationnelle des programmes de pays et des projets appuyés par le FIDA

Indicateurs	Source	Valeur de référence 2013- 2014	2015 ^a	2016 ^b	2017	Cible FIDA10 en 2018
4.1 Pourcentage de programmes de pays notés 4 ou plus en cours d'exécution s'agissant des aspects suivants						
4.1.1 Contribution à l'augmentation des revenus, à l'amélioration de la sécurité alimentaire et à l'autonomisation des ruraux pauvres des deux sexes	Enquête auprès des clients	89	97	100	100	90
4.1.2 Respect des principes d'efficacité de l'aide	Enquête auprès des clients	89	100	100	100	100
4.1.3 Participation à la concertation nationale sur les politiques	Enquête auprès des clients	81	95	100	97	85
4.1.4 Établissement de partenariats	Enquête auprès des clients	92	97	100	94	90
4.2 Pourcentage de projets notés 4 ou plus au point de départ^c						
4.2.1 Évaluation globale de la qualité de la conception	Assurance qualité	91	91	93	97	90
4.2.2 Évaluation globale de la qualité de la conception (situations de fragilité uniquement)	Assurance qualité	83	90	96	91	85
4.2.3 Égalité des sexes	Assurance qualité	81	89	97	97	90
4.2.4 Suivi-évaluation	Assurance qualité	88	88	88	92	90
4.2.5 Reproduction à plus grande échelle	Assurance qualité	83	92	95	92	85
4.2.6 Environnement et changement climatique	Assurance qualité	n.d.	n.d.	90	98	80
4.2.7 Les projets financés par des prêts ont une analyse économique vérifiable	Assurance qualité	n.d.	n.d.	100	100	100
4.3 Gestion du portefeuille						
4.3.1 Délai entre l'approbation d'un projet et le premier décaissement (en mois) ^d	GRIPS	17	17	16,8	16,3	14
4.3.2 Ratio de décaissement en pourcentage (ensemble du portefeuille) ^e	Flexcube	15,8	13	12,8	13,1	15
4.3.3 Ratio de décaissement en pourcentage (situations de fragilité)	Flexcube	15,3	12	12,8	10,5	14
4.3.4 Prise en compte de la parité hommes-femmes dans l'exécution	REAP/GRIPS	89	91	93	93	90
4.3.5 Pourcentage de projets jugés plutôt satisfaisants ou mieux avec un taux de décaissement acceptable (par rapport au plan de travail et budget annuel approuvé)	REAP	55	n.d.	46	44	65
4.3.6 Pourcentage de dons pour lesquels le déroulement de la mise en œuvre est jugé dans l'ensemble plutôt satisfaisant	Rapport de situation sur les dons	92	n.d.	91	92	80
4.4 Cofinancement						
4.4.1 Ratio de cofinancement (ensemble du portefeuille)	GRIPS	1,27	1,39	1,27	1,01	1,20
GROUPE DE REVENUS						
Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	GRIPS	-	-	1,47	1,16	-
Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	GRIPS	-	-	1,63	1,23	-
Pays à faible revenu	GRIPS	-	-	0,60	0,58	-

<i>Indicateurs</i>	<i>Source</i>	<i>Valeur de référence 2013- 2014</i>	<i>2015^a</i>	<i>2016^b</i>	<i>2017</i>	<i>Cible FIDA10 en 2018</i>
RÉGION						
APR	GRIPS	-	-	-	1,51	-
ESA	GRIPS	-	-	-	0,58	-
LAC	GRIPS	-	-	-	1,12	-
NEN	GRIPS	-	-	-	0,71	-
WCA	GRIPS	-	-	-	0,77	-

Note: GRIPS – Système de projets d'investissement et de dons; REAP – rapport sur l'état d'avancement du projet.

^a Ces résultats ont été présentés dans le RIDE 2016.

^b Ces résultats ont été présentés dans le RIDE 2017.

^c Les notes évaluant la qualité au point de départ sont agrégées sur 24 mois (1^{er} janvier 2016 – 31 décembre 2017).

^d Moyenne des projets dont le premier décaissement a eu lieu au cours des 36 derniers mois (1^{er} janvier 2015 – 31 décembre 2017).

^e Le ratio de décaissement est présenté selon la méthodologie convenue dans le cadre de FIDA10. Pour FIDA11, une nouvelle méthodologie alignée sur celles des autres IFI a été convenue afin de calculer le ratio de décaissement. En utilisant cette nouvelle méthodologie, le ratio de décaissement s'élève à 19,1%.

Tableau 5
Niveau 5 du CMR – efficacité et efficience institutionnelles du FIDA

Indicateurs	Source	Valeur de référence 2014	2015 ^a	2016 ^b	2017	Cible FIDA10 en 2018
5.1 Amélioration de la mobilisation et de la gestion des ressources						
5.1.1 Pourcentage de contributions annoncées par rapport au niveau cible de FIDA10	Bases de données institutionnelles	95	95	83	81	100
5.2 Amélioration de la gestion des ressources humaines						
5.2.1 Indice d'engagement du personnel: pourcentage du personnel effectivement engagé dans la réalisation des objectifs du FIDA	Sondage mondial du personnel	76	74	76	76	75
5.2.2 Pourcentage du personnel provenant d'États membres des Listes B et C	Bases de données institutionnelles	40	42	42	43	Suivi
5.2.3 Pourcentage de femmes aux postes P-5 et au-dessus	Bases de données institutionnelles	29	26	25	28	35
5.2.4 Délai de recrutement aux postes vacants du cadre organique (en jours)	Bases de données institutionnelles	109	84	91	90	100
5.3 Amélioration de l'efficience administrative						
5.3.1 Part des allocations budgétaires affectée au:						
Groupe 1		n.d.	60,6	n.d.	n.d.	Suivi
Groupe 2	Bases de données institutionnelles	n.d.	8,7	n.d.	n.d.	Suivi
Groupe 3		n.d.	25,3	n.d.	n.d.	Suivi
Groupe 4		n.d.	5,4	n.d.	n.d.	Suivi
5.3.2 Pourcentage de postes inscrits au budget pour les bureaux de pays	Bases de données institutionnelles	42,7	45,5	43	47	45
5.3.3 Montant en USD des engagements au titre des prêts et dons pour chaque dollar de dépenses administratives ^c	Bases de données institutionnelles	7,9 (2011-2013)	n.d.	7,7	8,6	8,2
5.3.4 Montant en USD des engagements au titre des prêts et dons ainsi que des cofinancements de projets pour chaque dollar de dépenses administratives ^c	Bases de données institutionnelles	14,9 (2011-2013)	n.d.	15,3	16,7	15,2
5.3.5 Montant en USD décaissé pour chaque dollar de dépenses administratives ^c	Bases de données institutionnelles	5,1 (2011-2013)	5,3 ^d	5,5	5,9	5,5

^a Ces résultats ont été présentés dans le RIDE 2016.

^b Ces résultats ont été présentés dans le RIDE 2017.

^c Le ratio est calculé sur une moyenne de 36 mois (2015-2017).

^d Dans le CMR de FIDA9, l'indicateur correspondant était défini comme le "ratio dépenses effectives (y compris les dépenses financées sur des frais de gestion)/décaissements annuels", un ratio qui était de 19 en 2015. Pour permettre des comparaisons d'une année sur l'autre, il a été recalculé à l'aide de la formule actuelle.

Méthodologie et processus

1. **Méthodologie.** Le RIDE s'appuie sur les données obtenues par le biais du système d'autoévaluation du FIDA, qui utilise à la fois des critères d'évaluation internationalement reconnus (par exemple l'efficacité, l'efficience et la durabilité des projets) et des indicateurs spécifiques servant à évaluer les produits de développement au niveau des pays (par exemple portée générale, routes construites/remises en état), les activités hors prêts (concertation sur les politiques et établissement de partenariats), la gestion du portefeuille, la qualité initiale, la gestion des ressources humaines et l'efficience administrative.
2. Plusieurs sources viennent éclairer les conclusions du rapport, notamment les notes d'évaluation des rapports d'achèvement de projet (RAP), les enquêtes auprès des clients, les nouveaux indicateurs de base du FIDA et le système d'assurance qualité ex ante ainsi que diverses bases de données institutionnelles. En termes d'ensembles de données, et compte tenu des données disponibles pour les indicateurs contenus dans les cinq niveaux du CMR, le RIDE 2018 présente l'analyse et le compte rendu de la performance jusqu'à la fin de 2017. Le rapport peut ainsi fournir une vision plus actuelle de la performance du FIDA.
3. Concernant les effets directs au niveau des projets, le décalage entre les notes du RAP de la direction et les notes de la validation du rapport d'achèvement de projet (VRAP) du Bureau indépendant de l'évaluation (IOE) a été calculé en comparant la note moyenne des VRAP disponibles d'IOE pour les projets clôturés durant la période 2014-2016 avec la moyenne des RAP correspondants. Le décalage est présenté à la section III du rapport principal.
4. S'agissant de la mesure des produits au niveau de l'institution (niveau 3 du CMR), les fluctuations de la performance annuelle sont dues à un problème relatif aux échantillons de données: les nouveaux projets en cours intègrent l'échantillon et les projets achevés quittent celui-ci chaque année. Compte tenu du fait que les projets financés par le FIDA sont axés sur la demande, établir des cibles pose un certain nombre de défis, car les domaines prioritaires des projets approuvés dépendent des demandes propres à chaque pays.
5. **Processus.** Ces dernières années, la direction a renforcé le processus d'assurance qualité relatif à la production du RIDE, améliorant ainsi son fondement analytique. Ce processus inclut un examen interne du projet de document, réalisé par les pairs avec la participation du personnel technique, ainsi qu'un examen au niveau de la direction. Ces débats ont été à l'origine d'un précieux retour d'information dont les éléments ont été soigneusement pris en considération dans la préparation du document final. En outre, un examen approfondi a été entrepris pour analyser les observations formulées par les organes directeurs du FIDA et par IOE à propos du RIDE de l'année dernière afin de s'assurer qu'il a été dûment tenu compte des préoccupations qui y sont exprimées.
6. **Limitations.** La production du RIDE se heurte à trois limitations selon la direction. Premièrement, la disponibilité des informations et la qualité des données pour certains indicateurs pourraient ne pas rendre compte de manière assez robuste de la performance. Cette limitation concerne, par exemple, la performance des activités hors prêts, dont la communication repose uniquement sur les informations en retour provenant des enquêtes auprès des clients. Cette limitation sera résolue au cours de la Onzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA11), grâce aux améliorations en cours d'introduction dans la méthodologie et le processus de conduite des enquêtes auprès des clients et à l'élaboration d'une méthodologie plus robuste pour l'évaluation des résultats des activités hors prêts du FIDA, y compris par le biais des examens des programmes d'options stratégiques pour le pays (COSOP) à l'achèvement.

7. Deuxièmement, il convient de noter que la dynamique des entrées et des sorties des projets du portefeuille a un effet sur les résultats publiés dans le RIDE chaque année. La comparaison des résultats entre un RIDE et le suivant doit donc se faire avec prudence, en gardant présentes à l'esprit les différentes cohortes de projets examinées. De même, la clôture de certains grands projets a eu un impact significatif sur les résultats de certains indicateurs figurant au niveau 3 du CMR.
8. Troisièmement, le nombre maximal de mots autorisé dans le corps principal du RIDE ne permet pas de traiter de manière plus approfondie les enseignements tirés et d'analyser les causes immédiates de la performance obtenue. Afin toutefois de garantir un plus large apprentissage institutionnel autour du RIDE, comme mentionné précédemment, une série d'examens ont été organisés en interne, ayant également pour but de partager les principales conclusions du RIDE et de déterminer les éventuelles mesures de suivi nécessaires. Par ailleurs, un certain nombre d'annexes ont été incluses dans le document pour apporter un éclairage supplémentaire sur différents thèmes.

Pleins feux: Intégration de la question des changements climatiques dans les opérations du FIDA

1. Le présent chapitre a pour objet de présenter un aperçu des initiatives menées par le FIDA pour intégrer la question des changements climatiques dans ses activités pendant les périodes couvertes par la Neuvième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA9) et par FIDA10, et de décrire brièvement la façon dont le Fonds tirera parti de ces fondements pendant la période de FIDA11.
2. **L'importance d'intégrer la question des changements climatiques pour que le FIDA puisse s'acquitter de son mandat.** La question des changements climatiques constitue un thème transversal majeur dans le programme de développement international. Elle ne peut pas être traitée indépendamment des contextes généraux du développement et des pays. Elle est directement liée non seulement à l'une des cibles spécifiques de l'objectif de développement durable (ODD) 13 du Programme 2030 – qui appelle la communauté internationale à "prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions" – mais aussi aux actions conduites dans le monde entier pour atteindre les autres ODD. Au fur et à mesure que leurs effets nocifs ont fait l'objet d'une attention et de préoccupations croissantes, les changements climatiques ont été de plus en plus pris en compte dans les processus d'élaboration des politiques et de programmation du développement, notamment en lien avec la croissance économique, la production agricole et la sécurité alimentaire. Le FIDA montre la voie en aidant ses clients à faire face aux changements climatiques, à sensibiliser les opinions mondiale et nationales aux problèmes qui en découlent et à se doter des capacités nécessaires pour surmonter ces problèmes.
3. Ces dernières années, le FIDA a tiré parti de son expérience considérable en matière de gestion de l'environnement et des ressources naturelles dans les zones rurales. Le programme d'intégration de la question des changements climatiques a été progressivement façonné par la Stratégie du FIDA concernant le changement climatique (2010) (en cours de révision), sa Politique de gestion des ressources naturelles et de l'environnement (2011) (en cours de révision), le programme de travail de FIDA10 (2014), le document intitulé "Intégrer la problématique du climat dans les programmes financés par le FIDA" et sa version révisée (2016), le rapport intitulé "Gérer les risques pour ouvrir de nouvelles possibilités: procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique du FIDA" (PESEC, 2015) et sa version révisée (2018), et les accords évolutifs du FIDA avec des fonds multilatéraux relatifs à l'environnement et aux changements climatiques. Cette démarche est mise en relief dans le Cadre stratégique du FIDA pour 2016-2025, dont l'un des objectifs stratégiques consiste à "renforcer la viabilité environnementale et accroître la résilience au changement climatique des activités économiques des populations rurales pauvres".
4. Pour le FIDA, intégrer la question des changements climatiques signifie tenir compte des risques et des possibilités liés au climat dans ses investissements, comme un moyen d'améliorer l'aptitude de ses clients à faire face à cette évolution. Avec l'établissement d'un certain état d'esprit institutionnel et le déploiement des experts, des outils et des processus du FIDA, l'intégration de la question climatique peut contribuer à améliorer l'efficacité des investissements dans le développement et rendre ceux-ci d'autant plus précieux. C'est ce que le FIDA a fait au cours des deux derniers cycles de reconstitution des ressources, comme suit:
 - i) **Renforcement de l'analyse des risques, des vulnérabilités et des possibilités liés au climat.** Depuis 2015, tous les investissements et programmes d'options stratégiques pour les pays (COSOP) du FIDA font l'objet d'un examen critique plus détaillé des risques climatiques, fondé sur

l'application de ses Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (PESEC). Établies au moyen d'outils tels que les systèmes d'observation de la planète et d'information géographique, les conceptions réalisées de cette manière ont facilité la préévaluation des projets du FIDA et ont contribué ainsi à la compréhension de la façon dont les risques évoluent. À l'heure actuelle, le Fonds s'emploie à institutionnaliser un cadre relatif à l'adaptation aux changements climatiques et à en systématiser l'emploi.

- ii) **Des approches plus novatrices de la gestion des risques climatiques dans les programmes d'investissement agricoles.** Conformément à l'accord sur l'agriculture auquel sont parvenus les participants à la vingt-troisième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (décision de Koronivia), le FIDA contribue activement à aider les pays à élaborer et mettre en œuvre de nouvelles stratégies d'adaptation et d'atténuation dans le secteur agricole en vue à la fois de réduire les émissions et de renforcer la résilience face aux effets des changements climatiques.
- iii) **Reproduction à plus grande échelle des techniques durables d'agriculture et de gestion des terres et de l'eau.** L'intégration de la question des changements climatiques fait prendre conscience de l'agriculture au niveau du paysage et encourage la reproduction à plus grande échelle des formes durables de gestion des ressources naturelles. Cela contribue ensuite à renforcer la résilience face aux changements climatiques et à promouvoir des parcours de développement durable.
5. Le FIDA a témoigné des progrès non négligeables accomplis en matière d'intégration de la question climatique pendant les périodes de FIDA9 (2013-2015) et de FIDA10 (2015-2018), grâce, en grande partie, à la mise en œuvre de la première phase du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP). Plus de 305 millions d'USD de financements bilatéraux destinés à l'action climatique ont été mobilisés et employés pour l'intégration de mesures d'adaptation urgentes dans 41 pays vulnérables; parallèlement, la question des changements climatiques a été intégrée dans un certain nombre de processus et pratiques internes du FIDA.
6. Au cours de FIDA10, le Fonds a accompli une transition décisive aux fins d'une intégration complète de la question des changements climatiques dans ses stratégies de pays et ses portefeuilles de projets. Il a également formulé un plan en 10 points visant à renforcer les aspects de la résilience face aux aléas climatiques et de la durabilité environnementale dans toutes ses stratégies de pays et tous ses investissements¹³.
7. **Progrès réalisés.** Les axes de travail conçus pour améliorer la performance de la mise en œuvre du plan en 10 points ont été lancés et font l'objet d'un suivi. Les améliorations sont les suivantes:
- Intégration de la question des changements climatiques dans les PESEC du FIDA. Pendant la période de FIDA10, la totalité des conceptions de projet a fait l'objet d'un examen critique des risques climatiques avec l'application systématique des procédures PESEC. Chaque nouveau projet d'investissement se voit attribuer une note relative aux risques liés aux

¹³ Programme de travail de FIDA10 (2014) – paragraphe 38, plan en 10 points pour la prise en compte des questions climatiques. Voir <https://webapps.ifad.org/members/repl/10/2/docs/IFAD10-2-R-4.pdf>.

changements climatiques et un appui technique proportionnel. Ce progrès essentiel a aidé le FIDA à honorer l'engagement qu'il a pris au niveau institutionnel d'intégrer la question des changements climatiques dans la totalité du portefeuille avant la fin de 2018.

- Inclusion d'un indice de vulnérabilité climatique dans la formule du Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP)¹⁴.
- Fourniture d'un appui technique plus important résultant de l'intégration de la question des changements climatiques dans les directives relatives aux COSOP, les modèles de conception de projet et les rapports d'achèvement de projet, et de l'insertion d'indicateurs relatifs à l'adaptation aux changements climatiques dans le nouveau système d'indicateurs de base et le Système de gestion des résultats opérationnels (SGRO).
- Renforcement de la formation interne au FIDA concernant l'intégration de la question climatique, grâce à l'organisation de séminaires spéciaux sur les PESEC et de formations sur les changements climatiques et grâce à l'insertion de ce thème dans le calendrier de formation institutionnelle du FIDA relevant de l'Académie des opérations.
- Élargissement de la communication et du partage des savoirs, et intensification des enseignements tirés de l'expérience du FIDA en matière d'action climatique, dans le cadre d'une gamme complète d'initiatives (à savoir série de rapports "*Advantage*" (Avantage) qui intègrent la question climatique dans d'autres questions transversales privilégiées par le FIDA, des campagnes, une série de vidéos "*Recipes for Change*" (Recettes pour le changement), des manifestations parallèles, des expositions, des manifestations destinées aux donateurs et aux médias, le portail de savoirs de l'ASAP et des produits spécifiques mis en ligne sur le portail web du FIDA).
- Expansion de l'utilisation par le FIDA des ressources de cofinancement destinées à l'action environnementale et climatique. Quelque 500 millions d'USD ont été mobilisés en faveur de 62 pays, principalement par l'intermédiaire de l'ASAP, du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), du Fonds pour les pays les moins avancés, du Fonds spécial pour les changements climatiques et du Fonds pour l'adaptation. Cela a permis de mobiliser un financement du FIDA d'environ 2,5 milliards d'USD sur la base des investissements du Fonds, ce qui fait de celui-ci l'un des plus importants bénéficiaires des ressources destinées à l'adaptation de l'agriculture paysanne.
- Amplification du rôle joué par le FIDA en matière de gestion des financements de l'action climatique. Le Fonds utilise actuellement à titre pilote la méthodologie des banques multilatérales de développement pour suivre les financements liés à l'action climatique. Au titre des engagements de FIDA11, cette méthodologie sera employée pour aider le Fonds à instaurer la confiance et à mieux rendre des comptes s'agissant de suivre les engagements relatifs aux financements de l'action climatique et de surveiller les tendances et les progrès dans les investissements liés au climat.

¹⁴ Novembre 2016, EB 2016/119/R.5, Révision du Système d'allocation fondé sur la performance du FIDA – document d'orientation.

Encadré 1

Ampleur de l'intégration de la question climatique dans les portefeuilles régionaux

Dans la région Asie et Pacifique, six projets financés au titre de l'ASAP pour un montant total de 67 millions d'USD, sur une base de cofinancement de 212 millions d'USD, ont contribué à la plupart des activités relatives au climat et à l'environnement menées par le FIDA dans la région. En outre, le FIDA a mobilisé 18 millions d'USD, avec un cofinancement de 27 millions d'USD, auprès de deux projets du FEM actuellement en cours qui devraient fournir des fonds supplémentaires importants. Les communautés rurales ont tiré profit des infrastructures résilientes face aux aléas climatiques, de l'irrigation, des systèmes d'alerte précoce en cas de crue éclair, de la planification intégrée des bassins versants et des sources d'énergie renouvelables. De plus, une attention et des efforts particuliers ont été dévolus à la mise en place d'un programme sous-régional de gestion durable des tourbières et de prévention de la brume sèche. Le programme est mené en coopération avec l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, et son financement s'élève à 120 millions d'USD (cofinancement compris). Il devrait mobiliser jusqu'à 1,5 milliard d'USD au titre d'un cadre d'investissement de dix ans.

La région Afrique orientale et australe a attiré au titre de financements climatiques des investissements qui s'élèvent à 105 millions d'USD et qui concernent, en 2018, 16 projets dans 13 pays, sur la base d'un cofinancement du FIDA d'environ 595 millions d'USD. Les stratégies d'adaptation et de résilience ont été au cœur de ces activités. Les projets ont fourni une assistance sous la forme de renforcement des capacités dans les communautés vulnérables face aux changements climatiques, ainsi qu'un appui au perfectionnement des pratiques de l'agriculture paysanne visant la résilience face aux aléas climatiques, grâce à des améliorations de la productivité, des pratiques de gestion après production et des liens avec le marché dans les filières ciblées.

Dans la région Amérique latine et Caraïbes, les financements de l'action climatique acquièrent une importance croissante, car ils représentent l'une des principales sources des fonds alloués au développement par le FIDA à des conditions de faveur. En 2018, la région compte huit projets relatifs aux changements climatiques bénéficiant de financements climatiques spécifiques (ASAP et FEM), d'un montant total de 48,8 millions d'USD, en El Salvador, en Équateur, dans l'État plurinational de Bolivie, au Honduras, au Nicaragua, au Paraguay et au Pérou, sur la base d'un cofinancement de 102 millions d'USD au titre d'investissements du FIDA. Ces projets ont principalement porté sur le renforcement de la résilience des familles rurales face aux changements climatiques grâce à la mise en œuvre de stratégies d'adaptation. Celles-ci avaient trait aux aspects suivants: promotion des systèmes d'utilisation durable des terres, biodiversité et conservation de l'eau, filières de production agricole résilientes face aux aléas climatiques, appui technique et gestion des risques d'origine climatique fondée sur des systèmes d'information adaptés, et accès aux marchés. Progressivement, la région intègre des stratégies d'atténuation des changements climatiques et promeut la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Le portefeuille concentre de plus en plus les efforts sur les populations particulièrement vulnérables au sein de communautés données, notamment les groupes autochtones, les femmes et les jeunes.

Dans la région Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe, le portefeuille de financements du FIDA liés à l'environnement et au climat a atteint une valeur de 110 millions d'USD qui, en 2018, est divisée entre 20 projets dans 14 pays, et est ancrée sur un cofinancement du FIDA d'un montant d'environ 320 millions d'USD. Le portefeuille de la région a régulièrement progressé, les conceptions des projets étant axées sur l'appui à l'innovation en vue d'atténuer les risques à long terme, ainsi que sur le renforcement des capacités, la promotion de la gestion des savoirs et le soutien en faveur de la gestion collective des ressources publiques et des engagements pris par les pouvoirs publics.

Dans la région Afrique de l'Ouest et du Centre, en 2018, le montant des financements liés au climat a atteint 114 millions d'USD, qui sont répartis entre 16 projets dans 12 pays et s'appuient sur un cofinancement du FIDA de plus de 310 millions d'USD. Ces projets ont été conçus pour améliorer la gestion des terres et les pratiques et techniques agricoles résilientes face aux aléas climatiques, en accroissant la disponibilité de l'eau et l'efficacité de son utilisation dans le contexte de l'agriculture paysanne, en renforçant l'aptitude des populations à gérer les risques climatiques et en rendant les infrastructures rurales plus résilientes face aux aléas climatiques.

8. **Défis.** Ces dernières années, le FIDA a été confronté à un certain nombre de défis dans le cadre de l'élaboration et de la mise en œuvre des initiatives et des mesures liées aux changements climatiques. Les financements destinés à l'action climatique constituent un domaine dont la complexité ne cesse de croître et qui devient moins prévisible et plus concurrentiel. Pour le FIDA, les opérations à financement entièrement mixte sont préférables mais ne sont pas toujours faisables quand il faut travailler avec des sources externes de financement climatique. À cet égard, les enseignements qui ont été tirés de l'expérience ont conduit à planifier des approches diversifiées pour des contextes différents. Ces approches ont, par exemple, consisté à renforcer les partenariats pour créer des effets de synergie, à intensifier l'appui technique et opérationnel, à utiliser des fonds du programme ASAP-II pour rassembler des éléments factuels ayant trait aux approches performantes, et à améliorer le partage des principaux outils opérationnels (par exemple les systèmes d'observation de la terre et de cartographie).

9. **Voie à suivre.** Pour le nouveau cycle de reconstitution de ses ressources, le FIDA s'est engagé à affecter 25% de son programme de prêts et dons à la question climatique; le respect de cet engagement sera mesuré au moyen de la méthodologie des banques multilatérales de développement permettant de suivre les financements relatifs aux changements climatiques. De cette manière, le FIDA pourra communiquer plus efficacement les résultats de son action en matière d'intégration de la question des changements climatiques à ses clients dans les pays, aux donateurs, aux membres du Conseil d'administration et aux autres parties prenantes. L'application de la méthodologie permettra également au FIDA d'améliorer la transparence et la responsabilisation en ce qui concerne l'évaluation des résultats des investissements liés à l'action climatique, ce qui facilitera la mobilisation de nouvelles ressources.
10. Le FIDA a procédé à une analyse détaillée des engagements que les pays bénéficiaires ont pris en matière de mesures d'adaptation dans le secteur agricole afin d'honorer leurs contributions déterminées au niveau national aux termes de l'Accord de Paris, et il conduit actuellement une analyse identique des mesures d'atténuation. Au cours de la période de FIDA11, toutes les stratégies de pays (COSOP et notes de stratégie de pays) comprendront une analyse de ce type de manière à dégager de nouveaux éléments utiles aux interventions du FIDA et à faciliter le suivi de l'appui fourni par le FIDA en faveur de la concrétisation de ces engagements. En outre, la deuxième phase du programme ASAP (ASAP-II) continuera à appuyer l'intégration de la question des changements climatiques dans le portefeuille du FIDA et au-delà, notamment en cherchant à favoriser une plus grande complémentarité entre les activités environnementales relatives à l'atténuation (nouvelles sources d'énergie, fixation du carbone, etc.) et les effets directs liés à l'égalité entre les sexes et à la nutrition.
11. Une nouvelle stratégie et un nouveau plan d'action relatifs à l'environnement et à la question des changements climatiques seront élaborés d'ici à la fin de 2018. Leur objectif sera de faire en sorte que les activités concernant la viabilité environnementale et l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets soient cohérentes avec l'ensemble des meilleures pratiques et des engagements internationaux actuels. Lors du nouveau cycle de reconstitution des ressources, le FIDA poursuivra la mise en œuvre du programme d'intégration de la question des changements climatiques, considéré comme l'une des approches porteuses de transformation actuellement appliquées, contribuant ainsi aux efforts déployés pour atteindre le but primordial des ODD qui est de "ne laisser personne de côté". Le FIDA continuera également, en collaboration avec ses gouvernements clients et les partenaires pertinents, à renforcer ses méthodes et à en systématiser l'emploi concernant l'intégration de la question des changements climatiques, la gestion des savoirs et la collecte d'éléments factuels solides, propres à orienter les futures activités de programmation. Ces aspects constitueront des priorités de FIDA11.

Récapitulatif de la mise en œuvre des engagements souscrits pour la période couverte par FIDA10

Le présent rapport rend compte de l'état d'avancement, au 31 mars 2018, de la mise en œuvre des engagements souscrits pour la période couverte par la Dixième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA10). La direction suit chaque trimestre les progrès accomplis au regard des engagements pris de manière à cerner les difficultés rencontrées dans leur mise en œuvre.

Tableau 1
Récapitulatif de la mise en œuvre des engagements souscrits pour la période couverte par FIDA10

Domaines	Total engagements	Exécution conforme (vert)		Conforme avec difficultés minimales (jaune)		Problèmes majeurs (rouge)	
		Montant	%	Montant	%	Montant	%
Vision stratégique et rôle du FIDA	1	1	100	-	-	-	-
Efficacité et efficacité opérationnelles	24	24	100	-	-	-	-
Efficacité et efficacité institutionnelles	21	17	81	4	19	-	-
Système de mesure des résultats pour FIDA10	4	4	100	-	-	-	-
Cadre financier	5	5	100	-	-	-	-
Total (pourcentage du total)	55	51	93	4	7	-	-

Tableau 2

Consultation sur FIDA10: sélection de grands jalons concernant les engagements du FIDA vis-à-vis du Conseil d'administration

<i>Axe de travail</i>	<i>Total grands jalons</i>	<i>Exécution conforme (vert)</i>		<i>Conforme avec difficultés minimales (jaune)</i>		<i>Problèmes majeurs (rouge)</i>	
		<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>
Cadre stratégique du FIDA pour 2016-2025	3	3	100	-	-	-	-
Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP)	5	5	100	-	-	-	-
Cadre d'emprunt souverain	3	3	100	-	-	-	-
Mise à jour des informations sur la stratégie d'engagement auprès des pays à revenu intermédiaire	2	1	50	1	50	-	-
Total (pourcentage du total)	13	12	92	1	8	-	-

Rapport annuel sur la Politique du FIDA concernant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

I. Introduction

1. Le FIDA apporte de longue date un appui bien établi en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes. Son engagement s'étend sur une période de 25 ans, qui a commencé en 1992 avec la publication du document intitulé "Strategies for the Economic Advancement of Poor Rural Women" (stratégies pour l'émancipation économique des femmes rurales pauvres). Il y a eu ensuite le Plan d'action 2003-2006 sur l'intégration des questions de parité hommes-femmes dans les opérations du FIDA, l'évaluation au niveau de l'institution de la performance du FIDA en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes, conduite en 2010 par le Bureau indépendant de l'évaluation (IOE), la politique de 2012 concernant l'égalité des sexes, les rapports annuels sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes soumis depuis 2012 dans le cadre du Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, l'examen à mi-parcours 2016 de la politique relative à l'égalité des sexes, le rapport d'évaluation de 2016 intitulé "Synthèse des évaluations sur les expériences fructueuses en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes – examen des pratiques et des résultats", et les rapports annuels du FIDA.
2. Le présent document est le septième rapport annuel sur les progrès accomplis pour mettre en œuvre la Politique du FIDA concernant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

II. Résultats atteints au regard des objectifs stratégiques

3. S'agissant de la portée globale des actions du FIDA, la proportion de femmes bénéficiaires augmente depuis 2013 et, aujourd'hui, pour la toute première fois, elle a atteint 38% de l'ensemble des membres du ménage recevant un appui pour faire face aux effets des changements climatiques (voir annexe I, tableau 3). Les meilleurs projets en matière de lutte contre les inégalités entre les sexes et d'autonomisation des femmes se sont vu décerner le Prix pour l'égalité entre les sexes lors d'une manifestation organisée en novembre 2017 à Rome. Les gagnants (du Bangladesh, de la Colombie, de la Mauritanie, du Maroc et du Mozambique) étaient tous des projets particulièrement performants ayant obtenu des résultats porteurs de transformations du point de vue de l'égalité entre les sexes.

III. Résultats atteints au regard du plan d'exécution

4. La Politique du FIDA concernant l'égalité des sexes est mise en œuvre dans cinq domaines d'action, assortis chacun d'indicateurs de produits spécifiques. Les domaines d'action 1 à 3 concernent les activités de base du FIDA, et les domaines 4 et 5 ont trait aux structures organisationnelles et aux ressources nécessaires à la mise en œuvre de la politique.

A. Domaine d'action 1: Programmes de pays et projets appuyés par le FIDA

5. Les experts des questions d'égalité des sexes, tant au siège qu'au niveau régional, ont travaillé avec des consultants spécialisés dans ce domaine pour apporter un appui technique aux programmes de pays et aux projets. Le Système de gestion des résultats et de l'impact (SYGRI) révisé et les nouveaux indicateurs de base ont été appliqués et la prise en compte de la problématique hommes-femmes a été renforcée. Les évaluations de l'impact du FIDA ont été étoffées par l'intégration des

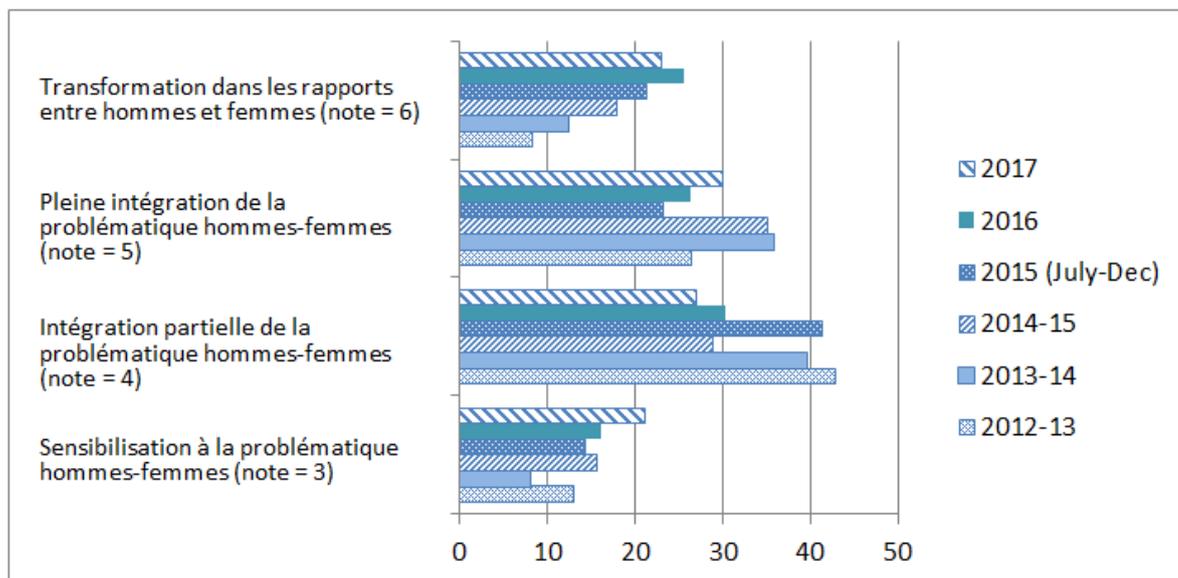
éléments clés de l'indice de l'autonomisation des femmes dans l'agriculture, en vue d'améliorer la mesure de l'impact, l'établissement de rapports, la gestion des savoirs et le plaidoyer.

Indicateur 1.1: Augmentation de la proportion de prêts et de dons comportant des objectifs spécifiques en matière de parité hommes-femmes explicitement appuyés par des allocations budgétaires

6. La figure ci-dessous présente les données relatives aux prêts approuvés par le Conseil d'administration, année par année. Une analyse ex ante de la prise en compte de la problématique hommes-femmes dans le portefeuille de prêts du FIDA, mesurée en termes de valeur, montre que, sur les 41 prêts approuvés en 2017 pour un montant total d'environ 1,238 milliard d'USD, 34 représentant un budget total de 1,056 milliard d'USD se prêtaient à l'analyse et 80% d'entre eux, en termes de valeur, étaient jugés "plutôt satisfaisants ou mieux" (note en matière d'égalité des sexes: 4). Alors que 30% du montant total de la valeur des prêts étaient considérés comme satisfaisant aux exigences associées à une pleine intégration de la problématique hommes-femmes (note en matière d'égalité des sexes: 5), la proportion de projets visant une véritable transformation dans les rapports entre les sexes (note en matière d'égalité des sexes: 6), évaluée à 23% en 2017, avait légèrement reculé par rapport aux 26% enregistrés en 2016, mais demeurait supérieure aux 21% de 2015 et 18% de 2014.

Figure

Répartition de la valeur totale des prêts approuvés, par notes attribuées en matière d'égalité des sexes (Pourcentage de la valeur totale des prêts)



B. Domaine d'action 2: Le FIDA, agent catalyseur de plaidoyer, de partenariats et de gestion des savoirs

Indicateur 2.1: Accroissement des contributions du FIDA relatives aux questions de parité hommes-femmes dans les publications et les forums internationaux

7. Le FIDA a activement contribué à un certain nombre de forums internationaux et campagnes mondiales ayant trait à la question de l'égalité entre les sexes. Le Fonds a également accueilli la réunion du groupe d'experts des Nations Unies portant sur les défis et les possibilités liés à l'égalité entre les sexes et à l'autonomisation des femmes et des filles en milieu rural, qui était organisée par ONU-Femmes en collaboration avec les organismes ayant leur siège à Rome. Les résultats de la réunion ont aidé la Commission de la condition de la femme

(Nations Unies) à se préparer à l'examen du thème prioritaire de sa soixante-deuxième session (2018) – l'autonomisation des femmes et des filles en milieu rural – et à faire un point sur les recherches et les débats en cours.

Indicateur 2.2: Mention des questions d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes dans les principaux documents d'orientation et produits du savoir du FIDA

8. Le Cadre stratégique du FIDA 2016-2025 fait de l'égalité des sexes l'un des cinq principes d'action qui sont ancrés dans l'identité et les valeurs de l'institution et sous-tendent l'obtention de tous les résultats escomptés en matière de développement. En outre, le modèle imposé aux programmes d'options stratégiques pour le pays (COSOP) prévoit une analyse sexospécifique de la pauvreté rurale et un profilage sexospécifique des groupes cibles.
9. Le document intitulé "Transversalisation des questions relatives au changement climatique, à la problématique hommes-femmes, à la nutrition et aux jeunes" a appuyé l'élaboration d'une approche d'intégration horizontale visant à promouvoir l'inclusion systématique de programmes de travail relatifs à ces quatre questions. Le document a été approuvé par le Conseil d'administration à sa session de septembre 2017.
10. En juin 2017, une boîte à outils pour le ciblage, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes a été mise à disposition en vue de faciliter la conception et l'exécution des opérations du FIDA.

Indicateur 2.3: Renforcement de l'attention accordée aux questions de parité hommes-femmes dans le contexte de la concertation sur les politiques et de la reproduction à plus grande échelle

11. La reproduction des activités à plus grande échelle et la concertation sur les politiques sont menées au niveau des projets. En outre, les activités suivantes ont été menées à l'échelle mondiale:
 - i) Le bureau de pays du FIDA au Soudan, la Division des politiques et du conseil technique du FIDA et le Ministère de l'agriculture et des forêts du Soudan ont organisé en octobre 2017 un atelier national sur les méthodologies du Système d'apprentissage interactif entre les sexes (GALS) à l'intention de quatre projets financés par le FIDA.
 - ii) Le nouveau programme de quatre ans financé par un don de 2,5 millions d'USD, qui sera mené avec Oxfam Novib-HIVOS et s'intitule Reproduction à plus grande échelle de méthodologies axées sur les ménages en faveur de l'autonomisation: de plusieurs milliers à des millions, a été approuvé en décembre 2017 et débutera en 2018.
 - iii) Un don d'un montant élevé, alloué à l'intégration des méthodologies axées sur les ménages dans les domaines de la vulgarisation agricole, des filières et de la finance rurale, au Burundi, en République démocratique du Congo et au Rwanda, est en passe d'arriver à son terme. Ses résultats et les enseignements tirés de l'expérience seront communiqués au FIDA en 2018.

Indicateur 2.4: Multiplication des initiatives menées conjointement avec d'autres institutions de développement dans le domaine de la parité hommes-femmes

12. Le FIDA a renforcé ses partenariats avec les réseaux mondiaux relatifs aux questions d'égalité hommes-femmes, notamment le Groupe de travail des banques multilatérales de développement sur l'égalité des sexes, le Réseau sur l'égalité hommes-femmes du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et la Plateforme mondiale des donateurs pour le développement rural. La collaboration avec les organismes ayant leur siège à Rome, ONU-Femmes et d'autres organismes a été renforcée

dans le cadre de réunions de travail et d'activités conjointes régulières, notamment la célébration de la Journée internationale de la femme et l'organisation de manifestations en marge de la réunion de la Commission de la condition de la femme (Nations Unies) et de la session du Comité de la sécurité alimentaire mondiale. Sous les auspices du Programme conjoint sur l'accélération des progrès de l'autonomisation économique des femmes rurales, exécuté depuis 2014 en coopération avec les organismes ayant leur siège à Rome et ONU-Femmes dans sept pays, le FIDA a appuyé des activités en Éthiopie, au Kirghizistan, au Niger et au Rwanda.

C. Domaine d'action 3: Renforcement des capacités des partenaires d'exécution et des institutions publiques

13. Outre l'appui, le renforcement des capacités et les formations relatives à l'égalité des sexes au niveau du terrain, actuellement en cours, des sessions de formation et des échanges Sud-Sud spécifiques ont été organisés sur un certain nombre de thèmes, notamment l'intégration d'approches permettant de tenir compte des questions d'égalité entre les sexes et de nutrition, les méthodologies axées sur les ménages, l'inclusion financière et les filières. Des petits-déjeuners de travail mensuels consacrés à la problématique hommes-femmes ont été organisés, avec la participation d'intervenants extérieurs, afin de renforcer les capacités du personnel du FIDA concernant un certain nombre de questions.

Indicateur 3.1: Amélioration des notes relatives au domaine de la parité hommes-femmes attribuées aux prêts et aux dons du portefeuille, à l'achèvement

14. Depuis 2012, au moins 90% des projets sont jugés plutôt satisfaisants ou mieux à leur achèvement. Sur la période 2015-2017, 88% ont été jugés plutôt satisfaisants ou mieux à leur achèvement, dont 33% de projets plutôt satisfaisants, 53% de projets satisfaisants et 4% de projets très satisfaisants¹⁵.
15. Le Rapport annuel sur les résultats et l'impact des opérations du FIDA (RARI) 2016 a signalé une amélioration en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes depuis 2008-2010, une période pendant laquelle 78% des projets évalués étaient jugés plutôt satisfaisants ou mieux, contre 88,4% pour la période 2013-2015, ce dernier résultat étant toutefois légèrement inférieur à celui de 2011-2013, à savoir 89%.

Indicateur 3.2: Augmentation du nombre et de la qualité des initiatives entreprises par des institutions publiques pour promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

16. De nombreuses initiatives et activités qui ont été menées en lien avec des programmes appuyés par le FIDA peuvent être rattachées à cet indicateur, en particulier:
- un atelier de formation sur l'égalité des sexes et le ciblage organisé pour le Programme de production agricole durable et le Projet de relance des petites plantations de thé et de caoutchouc; et
 - le Sommet de l'innovation des jeunes sur l'agrobusiness, l'entrepreneuriat et le leadership ayant pour thème la participation des jeunes femmes dans les filières durables, qui a été organisé par le Gouvernement sénégalais, le Réseau mondial des jeunes pour l'innovation et le bureau de pays du FIDA à Dakar.

¹⁵ Les pourcentages indiqués se réfèrent aux notes attribuées en fonction des critères relatifs à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes utilisés dans la matrice de notation du rapport d'achèvement de projet (RAP). Source: Base de données relative aux notes figurant dans les RAP.

D. Domaine d'action 4: Équilibre en matière de représentation hommes-femmes et de diversité au sein du FIDA

17. La question de l'égalité entre les sexes a été prise en compte dans le cadre de compétences du FIDA et les problèmes sexospécifiques ont été abordés dans la formation de sensibilisation à la sécurité.

Indicateur 4.1: Augmentation du nombre de femmes de grade P-5 ou supérieur au FIDA

18. Au 31 décembre 2017, les femmes représentaient 45,6% des 327 membres du cadre organique et fonctionnaires de rang supérieur, et 81,8% des 198 agents des services généraux. Sur les 84 membres du personnel du FIDA recrutés sur le plan national et rémunérés par l'intermédiaire d'autres institutions des Nations Unies, 33,3% des 51 fonctionnaires nationaux et 63,6% des 33 agents des services généraux étaient des femmes.
19. Les femmes représentaient 28% des fonctionnaires de grade P-5 ou supérieur, soit un pourcentage en augmentation par rapport à la situation au 31 décembre 2016. Au sein du système des Nations Unies¹⁶, le FIDA soutient aisément la comparaison pour ce qui est des catégories du cadre organique ou supérieures en général et est à égalité pour ce qui est des femmes au grade P-5 ou supérieur.

Indicateur 4.2: Amélioration des notes attribuées au domaine de la parité hommes-femmes par les femmes et les hommes dans les enquêtes menées auprès du personnel

20. Des améliorations sont régulièrement observées depuis 2010, sans différence notable entre les réponses des femmes et celles des hommes. En 2017, le plan d'action relatif à l'égalité entre les sexes en matière de ressources humaines a été élaboré pour traiter le problème de l'équilibre de la représentation des hommes et des femmes dans les effectifs, d'abord et avant tout dans les catégories du cadre organique et les catégories les plus élevées et, ultérieurement, aussi dans la catégorie des services généraux. Les procédures de recrutement institutionnelles ont été révisées pour que la proportion minimale de femmes dans toutes les listes de candidats présélectionnés soit égale à la moitié au lieu du tiers. Tous les programmes de formation institutionnels, notamment les programmes de renforcement des capacités de direction et de gestion, ont été révisés pour intégrer la problématique hommes-femmes.

E. Domaine d'action 5: Ressources, suivi et responsabilisation professionnelle

21. Le Comité de gestion des opérations est le mécanisme chargé de rendre compte des questions relatives à l'égalité entre les sexes, et le Vice-Président adjoint, Département de la gestion des programmes (PMD), est le défenseur de l'égalité entre les sexes au sein de la haute direction. L'examen à mi-parcours de la Politique concernant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes a confirmé que cette politique était claire et ciblée, et qu'elle était bien intégrée dans le cadre stratégique et les systèmes de programmation.

Indicateur 5.1: Augmentation des ressources humaines et financières du budget de base du FIDA investies à l'appui de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes

22. Pendant toute l'année et jusqu'à la mi-décembre 2017, l'équipe chargée de la question de l'égalité des sexes au siège du FIDA se composait d'un spécialiste technique supérieur (P-4), épaulé par un cadre du programme d'administrateurs auxiliaires, un agent des services généraux à temps partiel, deux consultants de longue durée et divers assistants employés à titre temporaire.

¹⁶ Données du système des Nations Unies obtenues sur le site <http://www.unwomen.org/en/digital-library/publications/2017/8/improvement-of-the-status-of-women-in-the-un-system-2017>.

23. Le spécialiste P-4 a pris sa retraite en décembre 2017 et les avis de vacance relatifs aux postes P-5 et P-4 ont été publiés en novembre 2017. Les postes seront pourvus en 2018. Avec la réorganisation des fonctions institutionnelles, les activités liées à la question de l'égalité entre les sexes seront coordonnées par la Division environnement, climat, égalité hommes-femmes et inclusion sociale,

nouvellement créée. L'équipe chargée de l'égalité entre les sexes est complétée par les coordonnateurs des questions de parité nommés au sein des divisions et leurs suppléants.

24. Le Bureau du budget et du développement organisationnel s'emploie à établir un niveau budgétaire de référence pour le suivi du nombre et/ou du coût des consultants spécialisés en matière d'égalité hommes-femmes qui participent aux activités de conception et de supervision. En 2017, 6,3% du budget d'IOE ont été directement alloués à l'examen des questions relatives à l'égalité entre les sexes, contre 5,8% en 2016.

Indicateur 5.2: Augmentation du nombre de références concrètes aux questions de parité hommes-femmes dans le secteur du développement agricole et rural, mentionnées par la direction du FIDA dans les forums publics et les médias

25. La question de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes fait partie intégrante des thèmes abordés dans les communications du Fonds et dans les campagnes et supports de plaidoyer publics, y compris les discours de la haute direction et les articles de blog. Dans ses discours et déclarations, le Président mentionne régulièrement les activités du FIDA ayant trait à la question de l'égalité entre les sexes et/ou relate des récits concernant des femmes vivant en milieu rural.

Indicateur 5.3: Amélioration de la note attribuée au domaine de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, lors de l'examen annuel de la performance du FIDA

26. En 2017, la performance globale du FIDA dans le cadre du Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes s'est quelque peu améliorée, avec 13 indicateurs sur 15 remplissant ou dépassant les exigences. Le FIDA continue d'être l'une des entités des Nations Unies qui ont le plus progressé au regard des indicateurs de ce plan d'action. Néanmoins, des efforts sont encore nécessaires concernant la structure de la promotion de l'égalité des sexes et de la parité, ainsi que l'allocation des ressources.

Rapport annuel sur l'assurance qualité dans les projets et programmes du FIDA

I. Synthèse de l'examen du cycle 2017 d'assurance qualité

1. Le présent rapport se réfère à l'examen conduit par le Comité chargé des stratégies opérationnelles et de l'orientation des politiques (OSC), dirigé par le Président du FIDA, portant sur les programmes d'options stratégiques pour le pays (COSOP) axés sur les résultats et sur les notes conceptuelles concernant les projets financés par des prêts et des dons. Ce rapport synthétise également les examens des rapports de conception finale des projets financés par des prêts et des dons, conduits par le Comité assurance qualité dirigé par le Vice-Président du FIDA. Le Groupe assurance qualité assure le secrétariat de ces deux comités.
2. En 2017, l'OSC a examiné cinq COSOP, dont quatre ont été approuvés, ainsi que 43 notes conceptuelles relatives à des projets d'investissement et à des prêts, dont 42 ont été approuvées. La note restante a dû être retravaillée et n'a pas été soumise à nouveau. Le Comité assurance qualité a examiné et approuvé 53 conceptions finales de projets d'investissement, dont 15 étaient des demandes de financement additionnel (visant notamment à combler des déficits de financement) liées à des projets en cours ou déjà approuvés.
3. Le Comité assurance qualité a approuvé 10 projets d'investissement¹⁷ (soit 26% de l'ensemble de ces projets) sous réserve de modifications mineures, tandis que, pour 28 projets (74% du total), la conception a dû être affinée lors des négociations du prêt et/ou de l'exécution (voir tableau 1). L'augmentation significative du nombre de projets ayant dû être retravaillés au cours des négociations et de l'exécution peut être imputée à l'importance du programme de prêts et dons du FIDA en 2017 comparé aux années précédentes et à la pression qui en a résulté eu égard aux procédures de conception prévues.
4. Au total, 50 notes conceptuelles relatives à des dons ont été examinées par l'OSC. L'OSC a approuvé 43 de ces notes, autorisant ainsi leur passage en phase de conception de projet détaillée. Par la suite, 42 documents de conception de dons ont été soumis pour révision au Comité assurance qualité, qui en a validé 40. Chaque document de conception de don a été évalué selon des critères spécifiques indiqués dans le tableau 3 ci-dessous. Il est à noter que 91% des projets financés par des dons ont obtenu une note globale de 5 ou plus au point de départ.

Tableau 1

Résultats des examens de la qualité initiale pour la période 2011-2017 (projets d'investissement)

	2017	2016	2015	2014	2013	2012	2011
Nombre de projets dont la qualité initiale a été évaluée (nouveaux projets uniquement – financements additionnels exclus)	38	26	34	31	27	30	38
Projets considérés comme pouvant être poursuivis sous réserve de légères modifications (en pourcentage)	26	77	44	68	59	60	39
Projets considérés comme pouvant être poursuivis après la mise en œuvre des recommandations durant les négociations ou l'exécution (en pourcentage)	74	23	56	29	41	40	61

¹⁷ Exclut les propositions de financement additionnel, qui ne sont pas notées.

5. La qualité initiale des projets était évaluée en fonction des critères présentés dans le tableau 2, qui montre par ailleurs que les cibles ont été dépassées. Il a été estimé que 34 des 38 projets dont la qualité initiale a été évaluée pourraient atteindre leurs objectifs.

Tableau 2

Notes initiales au titre des indicateurs du CMR (moyenne sur une période à horizon mobile de 24 mois)

<i>Indicateurs</i>	<i>Situation initiale</i>	<i>Années</i>			
		<i>2013-2014</i>	<i>Résultats 2015</i>	<i>Résultats 2016</i>	<i>Résultats 2017</i>
4.3	Pourcentage de projets notés 4 ou plus au point de départ^a				
4.3.1	Qualité globale de la conception	91	91	93	97
4.3.2	Qualité globale de la conception – projets exécutés dans des situations de fragilité ^b	83	90	96	90
4.3.3	Égalité des sexes	81	89	97	97
4.3.4	Suivi-évaluation	88	88	88	92
4.3.5	Reproduction à plus grande échelle ^c	83	92	95	92
4.3.6	Environnement et changement climatique	n.d.	n.d.	90	98
4.3.7	Analyse économique vérifiable et publiée pour les projets	n.d.	n.d.	100	100

^a Les notes sont attribuées en fonction d'un barème allant de 1 à 6, la note 1 correspondant à "très insuffisant" et la note 6 à "très satisfaisant".

^b En 2017, huit projets dont la qualité initiale a été évaluée étaient situés dans des pays en situation de fragilité.

^c Les notes pour 2017 portant sur la reproduction à plus grande échelle correspondent à 17 projets intégrant explicitement des activités de reproduction à plus grande échelle.

Tableau 3
Mise en œuvre de la politique en matière de dons: cadre de résultats et indicateurs de performance¹⁸

Résultats attendus – indicateurs de performance	2014 (référence)	2015	2016	2017	Cible 2018
1. Amélioration de la pertinence et de la focalisation des projets financés par des dons					
a) Pourcentage de projets financés par des dons ayant obtenu une note globale de 4 ou plus au point de départ	s.o.	s.o.	100	97	90
b) Pourcentage des bénéficiaires sélectionnés par voie de mise en concurrence	Dons au niveau mondial/régional: 4	Dons au niveau mondial/régional: 30	Dons au niveau mondial/régional: 36	Dons au niveau mondial/régional: 39	Dons au niveau mondial/régional: 70
2. Efficacité et impact accrus des projets financés par des dons					
a) Pourcentage de projets financés par des dons ayant obtenu une note de 4 ou plus pour leur efficacité à l'achèvement	s.o.	100 ¹⁹	91	96	80
b) Pourcentage des projets financés par des dons ayant obtenu une note de 4 ou plus pour l'avancement global de l'exécution	92	95	91	92	95
c) Nombre de dons débouchant sur des interventions de développement à plus grande échelle, y compris les projets d'investissement du FIDA	Indisponible pour 2014	31	31	37	30
d) Cofinancement mobilisé par les partenaires de projets financés par un don du FIDA pour chaque dollar investi par le FIDA	1,3:1 ⁴	1,3:1	1,4:1	0,8:1 ²⁰	1,5:1
3. Efficacité accrue de la gestion des dons					
a) Nombre de jours (ouverts) requis pour traiter les dons tant d'un faible montant que d'un montant élevé, de l'aval de la note conceptuelle à l'approbation finale ²¹	Faible: 186 Élevé: 193 ²²	Faible: 125 Élevé: 174	Faible: 174 Élevé: 269	Faible: 228 Élevé: 279	Faible: 150 Élevé: 180

II. Réalisations et défis

Enseignements tirés de l'examen des COSOP

- Le nombre de COSOP examinés a diminué, passant de 13 en 2016 à 5 en 2017. Pour trois de ces cinq COSOP, les objectifs stratégiques proposés ont été approuvés par l'OSC. Pour les deux autres, ils ont dû être soumis de nouveau à l'OSC pour approbation. Pour l'un de ces deux COSOP, les nouveaux objectifs stratégiques ont été reçus et approuvés par l'OSC au cours de la même année.
- Justification de l'engagement.** L'importance de définir clairement la raison d'être de l'engagement du FIDA dans différents pays a été longuement débattue au cours de plusieurs examens des COSOP par l'OSC. Il convient de noter que, malgré le petit nombre de COSOP axés sur les résultats examinés, ceux-ci étaient représentatifs de la grande diversité des contextes nationaux, notamment les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, les petits États insulaires en développement et les pays à faible revenu.

¹⁸ La Politique du FIDA en matière de dons (2015) n'étant entrée en vigueur qu'en 2016, les indicateurs 2a, 2b, 2c et 4b qui sont tirés des rapports d'activité des dons ne tiennent compte que des données provenant du Département de la gestion des programmes du FIDA datant d'avant 2016. De plus, les indicateurs n'incluent pas de composante don des prêts.

¹⁹ Seule la Division des politiques et du conseil technique a rendu compte de cet indicateur en 2015. Ainsi, le nombre total de rapports d'activité des dons analysés au titre des dons achevés en 2015 est de 13.

²⁰ A été exclu le cofinancement du don versé au Groupe consultatif d'assistance aux pauvres, considéré comme un élément atypique sur le plan statistique et pour lequel la contribution apportée par le FIDA à une grande initiative multidonateurs était relativement peu importante.

²¹ Se rapporte à des dons autonomes dont la note conceptuelle a été approuvée par l'OSC et ne comporte pas de dons associés à des prêts.

²² La valeur de référence se rapporte au plan de travail stratégique par division approuvé pour les dons mondiaux et régionaux, et ne comprend pas les dons à des pays spécifiques, ceux-ci ne faisant pas l'objet de notes conceptuelles.

8. **Application de la stratégie.** L'un des principaux objectifs des examens du COSOP était de veiller à ce que les stratégies proposées dans le cadre des COSOP aient de bonnes perspectives de réussite dans la mise en œuvre des projets. Comme en 2016, dans certains cas, les examens du COSOP ont révélé que les objectifs stratégiques du COSOP n'étaient pas en adéquation avec les objectifs et composantes des projets proposés décrits dans les notes conceptuelles jointes au présent document. Dans d'autres cas, l'orientation des projets proposés a été jugée trop étroite pour répondre aux attentes soulevées par les COSOP et ne complétait pas suffisamment les portefeuilles de pays.
9. **Concertation sur les politiques.** Une attention particulière a été accordée à l'évaluation de la dimension relative à la concertation sur les politiques proposée pour les COSOP en cours d'examen. S'il a été suggéré dans certains cas qu'une place plus importante soit accordée à la concertation sur les politiques dans les objectifs stratégiques proposés, le niveau de participation à l'élaboration des politiques envisagé a également été jugé trop ambitieux dans d'autres cas.
10. **Groupe cible.** La sélection des groupes cibles appropriés a fait l'objet de discussions dans le cadre des stratégies de pays examinées en 2017. Dans un premier temps, une orientation claire en faveur des pauvres doit être prise au niveau des COSOP, puis se manifester dans les activités ultérieures menées dans le cadre des projets. Les équipes de pays ont été invitées non seulement à inclure ouvertement les questions relatives aux jeunes et à l'égalité des sexes dans le groupe cible, mais aussi à corréliser ces dimensions à des activités concrètes auxquelles les femmes et les jeunes pourraient participer.
11. **Activités hors prêts.** Comme en 2016, certains examens du COSOP ont souligné la nécessité de veiller à ce qu'une attention suffisante soit accordée aux activités hors prêts.

Enseignements tirés des projets d'investissement

12. **Questions stratégiques clés: transversalisation.** Des progrès remarquables ont été réalisés s'agissant de mettre en œuvre le programme de transversalisation, en mettant l'accent sur la jeunesse. De solides exemples d'approches différenciées ont été relevés, en particulier dans les pays en situation de fragilité et les pays à revenu intermédiaire.
13. **Concertation sur les politiques.** De plus en plus de projets ont proposé des activités de participation à l'élaboration des politiques. Néanmoins, ces activités comportaient des thèmes trop larges et prévoyaient des initiatives visant à améliorer ou à accroître le dialogue avec les décideurs, approche qui ne peut être considérée comme relevant réellement de la concertation sur les politiques. Il est nécessaire de définir des activités spécifiques en matière de concertation sur les politiques et d'entreprendre une évaluation réaliste de la capacité du FIDA à participer aux initiatives proposées dans ce domaine.
14. **Financements additionnels.** On a pu constater une augmentation sensible des propositions visant à apporter des financements additionnels aux projets en cours et à combler les déficits de financement des projets disposant de budgets plus importants que les ressources disponibles issues du Système d'allocation fondé sur la performance et d'autres sources. Les approches fondées sur les programmes de pays, les projets de plus grande envergure et les investissements relatifs à la transposition à plus grande échelle peuvent faciliter les relations à long terme entre le FIDA et les pays. En outre, il est généralement plus efficace de concevoir des projets de plus grande envergure que des projets d'envergure moindre. Globalement, il est préférable d'allouer des ressources supplémentaires à des projets performants plutôt que d'en concevoir de nouveaux.

15. **Reproduction à plus grande échelle.** Une reproduction à plus grande échelle devrait être proposée pour les projets dont la réussite est avérée. Toutefois, la poursuite d'activités menées dans le cadre de projets antérieurs est parfois présentée comme un argument à l'appui d'une reproduction à plus grande échelle, alors même que l'on ne dispose pas d'éléments concrets attestant de leur réussite. Cela est particulièrement préoccupant s'agissant des demandes de financement additionnel.
16. **Cadre logique.** Malgré les efforts récemment entrepris en matière de rationalisation, des lacunes ont été constatées dans de nombreux cadres logiques. On continue également de constater de fréquentes incohérences entre les résultats de l'analyse économique et financière et les indicateurs du cadre logique.
17. **Gestion des savoirs.** Le FIDA attribue une priorité élevée à la gestion des connaissances et aux enseignements tirés des projets financés par le FIDA. Toutefois, cet aspect n'est pas toujours traité avec une même attention au stade de la conception des projets. Souvent, les nouveaux projets ne profitent pas de l'expérience et des enseignements tirés des projets précédents.

Enseignements tirés du programme de dons

18. Des efforts importants ont été faits pour assurer la cohérence avec les priorités institutionnelles du FIDA. En outre, la plupart des propositions de don formulent clairement l'appropriation par les pays et les contributions aux biens publics mondiaux. La pertinence des propositions pour le groupe cible du FIDA (y compris les femmes et les jeunes) est presque toujours définie de manière claire. Toutefois, plus d'efforts doivent être faits pour: affirmer clairement l'orientation en faveur des pauvres; accorder une attention suffisante aux questions relatives aux jeunes et à l'égalité des sexes; et clarifier les critères de sélection pour les groupes cibles et les zones cibles.
19. Il conviendrait de mieux veiller à ce que les buts et objectifs ne soient pas trop larges ni trop ambitieux, car cela augmente le risque de perdre de vue l'objectif et réduit les chances de succès.
20. Il faudrait accorder davantage d'attention à la sélection des bénéficiaires, en notant que l'approche privilégiée pour la sélection des bénéficiaires est l'appel à la concurrence. Lorsque la sélection directe est proposée (et justifiée conformément aux dispositions de la Politique du FIDA en matière de dons), il convient d'identifier des bénéficiaires solides et d'établir des partenariats stratégiques. Il faut œuvrer davantage pour promouvoir la sélection par voie d'appel à la concurrence.
21. Plusieurs notes conceptuelles ont mis l'accent sur le renforcement des partenariats et des capacités des pays, qui constitue un objectif stratégique du programme de dons du FIDA. Bien que l'accent ait également été mis, de plus en plus, sur l'élaboration de nouvelles propositions de don à partir des expériences passées, davantage peut être fait dans ce domaine.
22. Une attention accrue a également été accordée à la mobilisation de cofinancements, bien que davantage d'efforts soient nécessaires afin d'assurer l'optimisation des ressources et une structure budgétaire adéquate.
23. La collaboration entre les divisions et les départements se poursuit. Cela renforce la capacité du personnel du FIDA à apprendre et à partager les savoirs. En outre, des efforts plus proactifs ont été déployés pour établir des liens concrets avec les programmes de pays. Cependant, davantage devrait être fait pour promouvoir de manière proactive la durabilité et la transposition à plus grande échelle.
24. Enfin, il convient d'accorder une attention accrue au rapport du Président, qui devrait être d'excellente qualité et fournir une bonne description de chaque composante. Ce document devrait également décrire en détail la procédure de sélection des bénéficiaires et présenter des tableaux budgétaires précis.

Rapport de situation sur le Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne

Point sur le financement du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne

1. En mai 2018, la situation financière du Fonds fiduciaire du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP) se présentait comme suit:

Tableau 1

Situation financière du Fonds fiduciaire de l'ASAP – en mai 2018

(en milliers d'USD)

<i>Donateur</i>	<i>Année</i>	<i>Montant reçu</i>
Belgique	2012	7 884
Canada	2012	19 849
Finlande	2014	6 833
Flandre (Belgique)	2014	2 379
Pays-Bas	2012	48 581
Norvège	2013/2014/2015	9 240
République de Corée	2015	3 000
Suède	2013	4 492
Suisse	2013	11 058
Royaume-Uni	2012/2013/2014	186 596
Total		316 205

2. Du fait de la forte dépréciation de la livre sterling par rapport au dollar des États-Unis en 2016 et étant donné qu'une grande partie de la contribution du Royaume-Uni en faveur de l'ASAP est encore à recevoir, le pouvoir d'engagement relatif aux programmes relevant de l'ASAP a été considérablement revu à la baisse, pour être ramené à 316,2 millions d'USD en avril 2018, contre 366,5 millions d'USD en mai 2016, soit une diminution de 14%. Au titre des dépenses administratives encourues jusqu'à aujourd'hui pour la gestion du programme, un montant de 6,5 millions d'USD a été prélevé sur le Fonds fiduciaire de l'ASAP.

Programmation au titre de l'ASAP

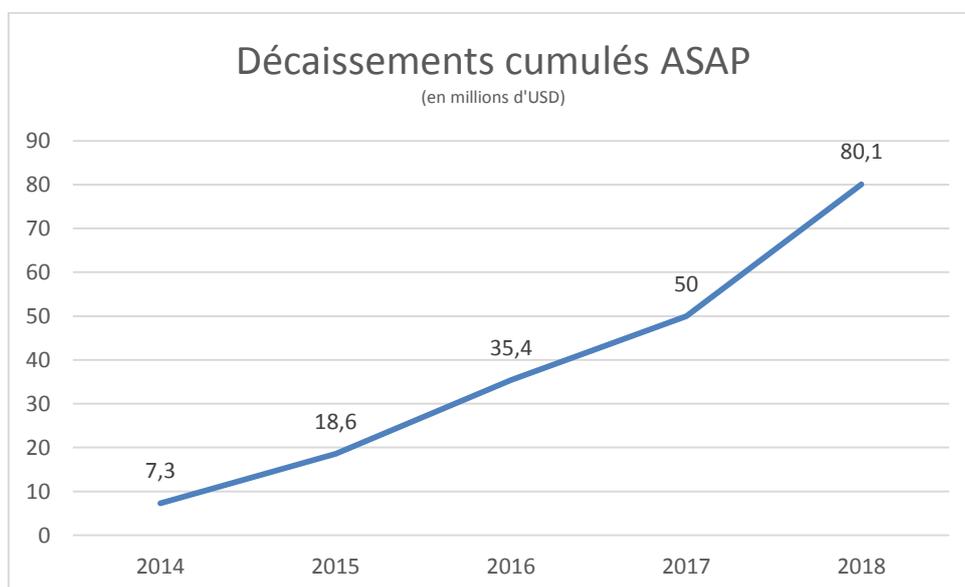
3. La dépréciation de la livre sterling avait également compromis l'aptitude du FIDA à répondre aux demandes concernant les activités d'adaptation aux changements climatiques dans ses programmes d'investissement. Compte tenu de cette évolution, le FIDA a revu ses priorités en ce qui concerne les projets en cours de conception, et la dernière série d'investissements relevant de l'ASAP ayant été approuvés a été effectuée en 2017. Au 1^{er} mai 2018, le montant total des 42 dons approuvés au titre de l'ASAP dans 41 pays s'élevait à 298,8 millions d'USD²³ (voir le tableau 2). Aucune autre approbation n'est attendue avant que la situation ne s'améliore. La Division de la comptabilité et du contrôle du FIDA a constitué dans le Fonds fiduciaire de l'ASAP une provision pour imprévus de 7,5 millions d'USD, afin de pouvoir atténuer les effets d'une éventuelle future dégradation du taux de change, et elle a mis en œuvre des procédures supplémentaires permettant de suivre l'évolution du pouvoir d'engagement au titre de l'ASAP à l'avenir.
4. La deuxième phase de l'ASAP (ASAP-II) du FIDA a été approuvée par le Conseil d'administration en septembre 2016. L'Agence norvégienne de coopération pour le développement a accepté de contribuer à hauteur de 80 millions de NOK – soit environ 9,5 millions d'USD –, tandis que l'Agence suédoise de coopération

²³ Source: Système de projets d'investissement et de dons (GRIPS).

internationale au développement a accepté de contribuer à hauteur de 60 millions de SEK \approx soit 9,5 millions d'USD. Ces accords de contribution s'inscrivent dans la lignée du solide appui apporté par les deux pays nordiques durant la première phase de l'ASAP. Le renouvellement des engagements servira à combler les coûts supplémentaires occasionnés par les changements climatiques dans les programmes d'investissement du FIDA et au-delà, contribuant ainsi à des éléments spécifiques des objectifs de développement durable. Le décaissement minimal envisagé pour l'ASAP-II est de 100 millions d'USD. Si l'ASAP-I était programmé parallèlement aux investissements du FIDA pour intégrer les changements climatiques, l'ASAP-II est programmé pour assurer une assistance technique au-delà du portefeuille du FIDA. Cette nouvelle modalité permet au FIDA de travailler avec différents partenaires, instruments et outils afin de poursuivre son mandat consistant à soutenir les pays en matière d'intégration des questions climatiques.

5. En mai 2018, le décaissement cumulé au titre de l'ASAP-I s'élevait à 80 millions d'USD (37 projets), tandis que le décaissement constaté entre janvier 2017 et avril 2018 s'élevait à 49 millions d'USD (36 projets). Afin d'améliorer le décaissement au titre de l'ASAP et d'améliorer le suivi des tendances et l'établissement de rapports à leur sujet, les cibles du projet ont été établies au moyen d'un outil de décaissement de substitution mis au point avec l'aide de la Division des services de trésorerie. D'après cet outil, l'ASAP devrait avoir décaissé 112 millions d'USD pour atteindre sa cible. Sur les projets financés au titre de l'ASAP, le niveau de décaissement a dépassé 50% pour cinq projets et celui du Mali s'élève actuellement à 99%. Le Mali sera le premier projet financé par l'ASAP à être clôturé, fin 2018.

Graphique 1



6. Afin d'améliorer l'établissement des rapports au titre de l'ASAP – pour l'année 2018 –, les résultats intermédiaires obtenus par les projets qui procèdent actuellement au décaissement des financements fournis au titre de l'ASAP sont déclarés officiellement par l'intermédiaire du Système de gestion des résultats opérationnels (SGRO). Le SGRO a notamment pour caractéristique de corrélérer le suivi-évaluation des projets avec les résultats institutionnels, y compris les indicateurs de l'ASAP. Au cours des derniers mois de l'année 2017, les divisions régionales ont procédé à un "montage a posteriori" de leurs projets afin d'inclure les cibles et résultats révisés et validés dans le nouveau SGRO. À ce titre, les projets appuyés par l'ASAP ont donné lieu à des ajustements s'agissant des cibles

et des résultats programmés. Les projections des cibles agrégées des 42 projets ayant été approuvés par le Conseil d'administration du FIDA et bénéficiant d'un financement au titre de l'ASAP au mois de mai 2018 ainsi que les résultats officiels déclarés par 39 projets dans le SGRO sont synthétisés dans le tableau 3. La valeur ajoutée du SGRO, du point de vue de l'ASAP, vient du fait que, dans ce RIDE 2018, les résultats seront suivis grâce à cet outil en ligne.

Gestion des savoirs et communication dans le cadre de l'ASAP

7. En octobre 2017, le deuxième atelier d'échanges Sud-Sud entre projets appuyés par l'ASAP s'est déroulé au Mali. Ces échanges, organisés conjointement par le FIDA et le Programme de recherche du GCRAI sur le changement climatique, l'agriculture et la sécurité alimentaire, ont réuni des participants venus de huit pays d'Afrique francophone bénéficiant de projets menés au titre de l'ASAP (Bénin, Cabo Verde, Djibouti, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad).
8. Sur le plan des activités de communication conduites pendant la période allant de mai 2017 à mai 2018, plus de 40 blogs et témoignages relatifs à des projets appuyés par l'ASAP ont été produits et mis en ligne sur le site web du FIDA. La couverture médiatique a dépassé 2 000 supports au total, avec quatre communiqués de presse et un avis aux médias transmis à des médias internationaux.
9. En collaboration avec d'autres organismes ayant leur siège à Rome, le FIDA a organisé, à la fois dans le cadre de conférences internationales et au siège du FIDA, plusieurs manifestations au cours desquelles les projets appuyés par l'ASAP ont été présentés. Il s'est notamment agi de manifestations parallèles organisées en marge de la réunion de l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et en marge de la réunion du Comité de la sécurité alimentaire mondiale. À l'occasion des réunions des conférences des parties COP23 (CCNUCC), tenue à Bonn, et COP13 (Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification), le FIDA a participé à de nombreuses manifestations parallèles et relations médiatiques ainsi qu'aux segments de haut niveau. Le FIDA a également pris acte de la décision de Koronivia sur l'agriculture prise lors de la CCNUCC et a participé au dialogue de Talanoa.
10. Les principaux produits du savoir élaborés pendant l'année visée par le rapport sont les publications suivantes: The Marine Advantage, The Nutrition Advantage et The Water Advantage. Ces publications ont été promues dans le cadre de manifestations spécialement organisées à cet effet, de réceptions des donateurs/médias et par le biais de communiqués de presse. Enfin, le FIDA a produit deux nouvelles vidéos destinées à illustrer sa campagne "Recettes pour le changement".

Tableau 2

Projets/programmes approuvés par le Conseil d'administration du FIDA bénéficiant d'un financement au titre de l'ASAP

Pays	Titre du projet/programme appuyé par l'ASAP	Conditions de financement	Allocation ASAP (en USD)	Type de don	Date du Conseil d'administration	Total décaissé au titre de l'ASAP (équivalent en USD)	% ASAP décaissé	Thème
Région Asie et Pacifique								
Bangladesh	Projet d'adaptation au changement climatique et de protection des moyens de subsistance	PF	15 047 193	DS	Sept. 2013	7 671 992	55	Protection des villages contre les dégâts causés par les inondations; diversification de la production alimentaire et des sources de revenus; renforcement des capacités en matière de gestion des risques climatiques; et système d'alerte rapide en cas de crue éclair
Bhoutan	Programme d'amélioration de l'agriculture commerciale et de la résilience des moyens d'existence	Mixtes	5 022 615	DPI	Sept. 2015	1 279 004	25	Systèmes agricoles résilients face aux changements climatiques (permaculture), filières, produits laitiers et irrigation; technologies relatives aux énergies renouvelables; et concertation sur les politiques visant le renforcement de la résilience face aux changements climatiques dans le secteur agricole
Cambodge	Programme de services agricoles pour l'innovation, la résilience et la vulgarisation	PF	14 995 000	DS	Déc. 2014	6 999 903	49	Intégration de la question de la résilience face aux risques climatiques dans les services de vulgarisation agricole; élaboration participative de scénarios; informations sur les risques climatiques et services d'alerte rapide; promotion des technologies "sans regrets" pour gérer les fluctuations et les aléas climatiques (intensification de la riziculture, systèmes agrosylvopastoraux, agriculture de conservation, biogaz)
Népal	Projet en faveur de l'adaptation des petits paysans des zones collinaires	PF	14 999 000	DPI	Sept. 2014	1 252 083	9	Évaluations participatives des risques et de la vulnérabilité liés aux changements climatiques; élaboration de plans locaux d'adaptation; gestion durable de la terre, de l'eau et des forêts; diversification des cultures; amélioration des systèmes de stockage
République démocratique populaire lao	Adaptation au changement climatique dans le sud du Laos (ACCSL)	PF	5 000 000	DS	Avril 2015	1 190 619	24	Évaluation participative des risques liés à la vulnérabilité face aux changements climatiques et élaboration de scénarios; élaboration de plans d'investissement communautaires pour l'adaptation; investissements dans des infrastructures hydrauliques à petite échelle et gestion communautaire des forêts (fonds pour l'adaptation); renforcement des capacités en matière de gestion

Pays	Titre du projet/programme appuyé par l'ASAP	Conditions de financement	Allocation ASAP (en USD)	Type de don	Date du Conseil d'administration	Total décaissé au titre de l'ASAP (équivalent en USD)	% ASAP décaissé	Thème
								des risques climatiques au niveau des politiques et de la planification
Viet Nam	Projet en faveur de l'adaptation aux changements climatiques dans les provinces de Ben Tre et Tra Vinh dans le delta du Mékong	Mixtes	12 000 136	DPI	Déc. 2013	4 605 795	38,3	Systèmes mixtes associant riziculture et aquaculture; suivi et gestion de la salinité des sols et des eaux souterraines; élevage de silures résistants à la salinité; développement des capacités institutionnelles

Légende: conditions de prêt

D = 100% don – pays relevant du Cadre pour la soutenabilité de la dette

D/PF = 50% don, 50% prêt à des conditions particulièrement favorables

PF = conditions particulièrement favorables – prêt remboursable à échéance de 40 ans, coût annuel 0,75%, différé d'amortissement de 10 ans

Mixtes = même coût qu'un prêt à des conditions particulièrement favorables, mais prêt remboursable à échéance de 20 ans au lieu de 40 ans

O = conditions ordinaires

DS = don supplémentaire (ajouté à un programme d'investissement en cours)

DPI = don pleinement intégré (programmation intégrée à un projet d'investissement classique du FIDA)

Région Afrique orientale et australe

Burundi	Programme de développement des filières – Phase II	D	4 926 000	DPI	Sept. 2015	1 530 206	31	Amélioration de la gestion de l'élevage aux fins de la régénération des sols; amélioration des infrastructures visant à protéger la production agricole en cas de phénomènes extrêmes; appui à l'élaboration d'un plan de gestion des risques à l'échelle des paysages; conception et application de codes révisés de la construction
Comores	Projet d'appui à la productivité et à la résilience des exploitations agricoles familiales	D/PF	1 000 000	DPI	Mai 2017	n.d.	n.d.	Les projets mettent l'accent sur la promotion de pratiques de production intelligentes face au climat pour le manioc, la banane et les cultures légumières, et sur une meilleure gestion des ressources naturelles en vue de réduire les risques d'érosion

<i>Pays</i>	<i>Titre du projet/programme appuyé par l'ASAP</i>	<i>Conditions de financement</i>	<i>Allocation ASAP (en USD)</i>	<i>Type de don</i>	<i>Date du Conseil d'administration</i>	<i>Total décaissé au titre de l'ASAP (équivalent en USD)</i>	<i>% ASAP décaissé</i>	<i>Thème</i>
Éthiopie	Programme de développement participatif de la petite irrigation – Phase II	PF	11 000 000	DPI	Sept. 2016	1 140 940	10	Promotion des pratiques améliorées de petite irrigation et gestion connexe des bassins de rétention des eaux pluviales
Kenya	Programme de renforcement de la production céréalière au Kenya – Guichet d'appui à des moyens de subsistance agricoles résilients face aux changements climatiques	PF	10 000 000	DPI	Avril 2015	1 378 331	14	Cartographie de la vulnérabilité et gestion des ressources naturelles au niveau communautaire; renforcement des services agrométéorologiques; modélisation de la sécurité alimentaire; interventions de conservation des sols et de l'eau à avantages multiples réduisant également les émissions de gaz à effet de serre (par exemple agriculture de conservation, agroforesterie, énergies renouvelables)
Lesotho	Projet d'appui à la production de laine et de mohair	Mixtes	7 000 000	DPI	Sept. 2014	848 523	13	Adaptation aux changements climatiques dans la filière de la laine et du mohair; gestion communautaire des parcours; amélioration de l'accès des éleveurs aux informations agrométéorologiques; recherche appliquée visant l'optimisation des pratiques de gestion du bétail; système d'alerte rapide en cas de diffusion de maladies
Madagascar	Projet d'appui au développement de Menabe et Melaky – Phase II	PF	6 000 000	DPI	Sept. 2015	823 244	14	Consolidation et création de pôles de développement fondés sur l'irrigation (zones à fort potentiel productif associées à d'autres conditions nécessaires au développement); gestion des bassins versants autour de ces zones; renforcement de la résistance aux aléas climatiques des systèmes d'irrigation, dès leur conception, et des variétés cultivées; diversification des options de gestion des ressources en eau; aménagement de l'espace; renforcement des capacités des collectivités locales; diversification des moyens d'existence
Malawi	Programme de développement de l'irrigation dans les zones rurales	D/PF	7 000 000	DPI	Déc. 2015	582 673	8	Aménagement des bassins versants; gestion des écosystèmes au niveau du paysage; intensification durable de l'agriculture; renforcement de la résistance des systèmes d'irrigation aux aléas climatiques
Mozambique	Projet de développement des filières au profit des pauvres dans les couloirs de Maputo et de Limpopo	D/PF	4 907 560	DPI	Sept. 2012	3 035 335	66	Adaptation aux changements climatiques dans les filières de l'horticulture irriguée, du manioc et des produits d'origine animale; amélioration de la gestion des ressources en eau et de l'irrigation;

<i>Pays</i>	<i>Titre du projet/programme appuyé par l'ASAP</i>	<i>Conditions de financement</i>	<i>Allocation ASAP (en USD)</i>	<i>Type de don</i>	<i>Date du Conseil d'administration</i>	<i>Total décaissé au titre de l'ASAP (équivalent en USD)</i>	<i>% ASAP décaissé</i>	<i>Thème</i>
								renforcement du réseau de stations météorologiques; plans communautaires de gestion des ressources naturelles; surveillance des ravageurs et des maladies
Rwanda	Projet d'appui à des pratiques après récolte et à un secteur agroalimentaire	PF	6 923 865	DPI	Déc. 2013	2 859 533	45	Traitement et stockage après récolte résilients face aux changements climatiques dans les filières du maïs, du manioc, des haricots, de la pomme de terre et des produits laitiers; amélioration des services d'information météorologique et des codes relatifs à la construction des installations de stockage
Ouganda	Projet de rétablissement des moyens de subsistance dans la région du Nord	PF	10 000 000	DPI	Déc. 2014	1 236 003	13	Pratiques efficaces et durables de gestion des ressources en eau aux fins du développement des cultures commerciales
Région Amérique latine et Caraïbes								
Bolivie (État plurinational de)	Programme d'intégration économique en faveur des familles et des communautés rurales dans le territoire de l'État plurinational de Bolivie avec un financement provenant du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne	Mixtes	9 999 815	DS	Déc. 2013	6 215 710	68	Utilisation des savoirs autochtones sur l'adaptation; intégration de paramètres de résilience dans les projets d'investissement public; gestion communautaire des ressources naturelles au niveau du paysage; gestion de l'information météorologique; processus d'appel d'offres locaux à l'appui de l'adaptation communautaire
Équateur	Projet de renforcement des acteurs ruraux de l'économie populaire et solidaire	O	4 000 000	DPI	Sept. 2015	n.d.	n.d.	Évaluation de la vulnérabilité face aux changements climatiques; intégration de mesures d'adaptation dans les entreprises communautaires; renforcement des capacités et assistance technique; gestion des risques
El Salvador	Programme national de transformation économique des zones rurales pour "bien vivre" – Rural Adelante	O	5 000 000	DPI	Déc. 2015	n.d.	n.d.	Intégration de mesures d'adaptation dans les plans de développement rural communautaires; création d'un fonds environnemental pour le cofinancement de plans visant la gestion des ressources naturelles et l'adaptation aux changements climatiques
Nicaragua	Projet d'adaptation aux marchés et au changement climatique	PF	8 000 293	DPI	Déc. 2013	3 961 962	53	Gestion durable des ressources en eau; diversification agricole et renforcement des services météorologiques dans les filières du café et du cacao

<i>Pays</i>	<i>Titre du projet/programme appuyé par l'ASAP</i>	<i>Conditions de financement</i>	<i>Allocation ASAP (en USD)</i>	<i>Type de don</i>	<i>Date du Conseil d'administration</i>	<i>Total décaissé au titre de l'ASAP (équivalent en USD)</i>	<i>% ASAP décaissé</i>	<i>Thème</i>
Paraguay	Projet d'amélioration de l'agriculture familiale paysanne et autochtone dans des départements de la région orientale du Paraguay	O	5 093 000	DPI	Déc. 2015	n.d.	n.d.	Concentration des efforts sur la diversification des moyens d'existence et la gestion des risques climatiques dans les filières agricoles; amélioration des systèmes d'alerte rapide; intégration de critères d'adaptation dans les plans d'activité; cofinancement de biodigesteurs dans la filière des produits laitiers
Région Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe								
	Programme d'appui à la commercialisation des produits de l'élevage et à la résilience	D	7 000 000	DPI	Déc. 2014	826 986	27	Sécurité alimentaire, diversification des revenus et résilience face aux changements climatiques des ménages pauvres des communautés d'agropasteurs et de pasteurs; régénération des pâturages épuisés
Djibouti	Programme d'appui à la réduction de la vulnérabilité dans les zones de pêches côtières	Mixtes	5 996 000	DPI	Déc. 2013	1 748 084	31	Réduction des risques climatiques dans la filière de la pêche; gestion participative des ressources côtières; protection des infrastructures côtières; amélioration du refroidissement après capture et de l'entreposage; amélioration de l'accès de la filière de la pêche à l'eau douce; protection des écosystèmes de mangrove et des récifs coralliens dans les zones côtières
Égypte	Projet en faveur d'investissements et de moyens de subsistance durables dans le secteur agricole	O	5 000 000	DPI	Déc. 2014	763 688	16	Investissements et moyens d'existence agricoles durables
Iraq	Projet de relance de l'agriculture paysanne	D/PF	2 000 000	DPI	Sept. 2017	n.d.	n.d.	Gestion intégrée des bassins versants; conservation de l'eau dans les régions sujettes à la sécheresse; remise en état et amélioration des voies de desserte rurales; diversification des systèmes énergétiques dans les zones rurales
Kirghizistan	Programme de développement de l'élevage et des marchés – Phase II	D/PF	9 999 520	DPI	Déc. 2013	3 171 057	35	Protection des animaux d'élevage contre les catastrophes d'origine climatique et les maladies; gestion et régénération communautaires des pâturages et des parcours dégradés; filière des produits laitiers résiliente face aux changements climatiques; systèmes d'alerte rapide
Maroc	Programme de développement rural des zones de montagne – Phase I	O	2 004 000	DPI	Sept. 2014	145 165	8	Diversification des moyens d'existence et des systèmes énergétiques; systèmes d'irrigation économes en eau

<i>Pays</i>	<i>Titre du projet/programme appuyé par l'ASAP</i>	<i>Conditions de financement</i>	<i>Allocation ASAP (en USD)</i>	<i>Type de don</i>	<i>Date du Conseil d'administration</i>	<i>Total décaissé au titre de l'ASAP (équivalent en USD)</i>	<i>% ASAP décaissé</i>	<i>Thème</i>
Monténégro	Projet de regroupement et de transformation en milieu rural	O	2 000 000	DPI	Avril 2017	585 003	27	Infrastructures rurales résilientes; filières
République de Moldova	Projet de renforcement de la résilience en milieu rural	Mixtes	5 000 000	DPI	Déc. 2016	500 000	10	Infrastructures rurales productives; techniques et systèmes de culture résilients face aux changements climatiques; diversification des activités économiques conduites par des groupements de femmes dans les zones pauvres très vulnérables aux changements climatiques; appui en faveur des investissements publics et privés dans des mesures de régénération écologique visant la réduction des risques d'origine climatique et l'amélioration des services écosystémiques à l'appui de l'agriculture
Soudan	Projet intégré de développement rural du Butana	D	3 000 000	DS	Sept. 2016	1 080 194	16	Conservation et régénération des services écosystémiques sur lesquels reposent l'élevage et l'agriculture; gestion durable des ressources naturelles; utilisation efficace des rares ressources en eau; gestion intégrée des forêts, des parcours et des systèmes agroforestiers
Tadjikistan	Projet de développement de l'élevage et des pâturages – Phase II	PF	5 000 000	DPI	Déc. 2015	2 393 765	47	Gestion des parcours et diversification
Afrique de l'Ouest et du Centre								
Bénin	Projet d'appui au développement du maraîchage	PF	4 500 000	DPI	Déc. 2015	468 831	10	Amélioration de la gestion des ressources en eau et lutte intégrée contre les ravageurs dans le secteur de l'horticulture
Cabo Verde	Programme de promotion des opportunités socioéconomiques rurales	PF	4 000 000	DS	Déc. 2016	476 102	12	Amélioration de la gestion des ressources en eau et approche fondée sur la gestion des paysages
Côte d'Ivoire	Projet d'appui à la production agricole et à la commercialisation – extension ouest	PF	6 994 750	DPI	Sept. 2014	921 439	14	Intégration de la gestion des risques climatiques dans les filières agronomiques; amélioration du drainage pour la riziculture de bas-fonds; gestion durable des terres sur les hauts plateaux
Gambie	Renforcement de la résilience face aux changements climatiques dans le cadre du Projet national de	D/PF	5 000 000	DS	Déc. 2015	2 052 179	41	Système résilient de production de riz aquatique et régénération des écosystèmes (mangroves)

<i>Pays</i>	<i>Titre du projet/programme appuyé par l'ASAP</i>	<i>Conditions de financement</i>	<i>Allocation ASAP (en USD)</i>	<i>Type de don</i>	<i>Date du Conseil d'administration</i>	<i>Total décaissé au titre de l'ASAP (équivalent en USD)</i>	<i>% ASAP décaissé</i>	<i>Thème</i>
	développement de la gestion des terres agricoles et de l'eau							
Ghana	Programme d'investissement dans le secteur agricole au Ghana	Mixtes	10 000 000	DPI	Avril 2014	1 007 546	11	Intégration de la gestion des risques climatiques dans les filières agricoles; reproduction à plus grande échelle des techniques efficaces d'irrigation et de gestion durable des terres
Libéria	Projet d'élargissement de l'arboriculture	PF	4 500 000	DPI	Déc. 2015	28 432	1	Résilience de la production de café et de cacao face aux changements climatiques
Mali	Projet visant à améliorer la productivité agricole – financement provenant du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne	D/PF	9 942 704	DS	Déc. 2013	9 096 162	99	Renforcement de la résilience des écosystèmes et des petits agriculteurs grâce à l'accès de ces derniers aux énergies renouvelables, aux informations météorologiques et à la planification locale
Mauritanie	Projet de développement de filières inclusives	D	6 000 000	DPI	Déc. 2016	608 478	10	Diversification économique et filière résiliente de produits forestiers non ligneux; utilisation efficiente des ressources en eau
Niger	Programme de développement de l'agriculture familiale dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder	D/PF	13 000 000	DPI	Avril 2015	4 205 051	32	Amélioration de la résilience des systèmes agrosylvopastoraux grâce à la gestion durable et intégrée des bassins versants, notamment: la gestion durable des terres et la gestion améliorée des ressources en eau; le renforcement du cadre institutionnel et réglementaire aux fins d'une gestion durable des ressources naturelles
Nigéria	Programme d'appui à l'adaptation au changement climatique et au secteur agroalimentaire dans les zones de savane	PF	14 949 000	DPI	Déc. 2013	2 237 332	16	Intégration de la gestion des risques climatiques dans les filières agroalimentaires rurales; amélioration de l'accès à des sources d'énergie renouvelables diversifiées; collecte de l'eau, points d'eau et lutte contre l'érosion
Tchad	Projet d'amélioration de la résilience des systèmes agricoles au Tchad	D	5 000 000	DPI	Déc. 2014	1 235 664	27	Gestion efficiente des ressources en eau à usage agricole; fermes-écoles dispensant une formation sur l'adaptation aux changements climatiques; accès aux intrants agricoles résilients face aux changements climatiques (par exemple les variétés végétales résistantes à la sécheresse)

Tableau 3

Objectifs tirés des résultats communiqués concernant 42 projets appuyés par l'ASAP

<i>Hiérarchie des résultats de l'ASAP</i>	<i>Résultats de l'ASAP au niveau de l'ensemble du portefeuille</i>		<i>Indicateurs de mesure des résultats du portefeuille</i>	<i>Objectif 2020</i>	<i>Résultats programmés à ce jour²⁴</i>	<i>Résultats obtenus²⁵</i>
But	Les petits exploitants pauvres sont plus résilients face aux changements climatiques	1	Nombre de membres de ménages paysans pauvres dont la résilience face aux changements climatiques a été renforcée	8 000 000 membres de ménages	5 484 742	1 509 589
Objet	Reproduction à plus grande échelle des méthodes d'adaptation à avantages multiples pour les petits exploitants pauvres	2	Pourcentage de nouveaux investissements en faveur de la gestion des ressources naturelles et de l'environnement durant la période couverte par la Neuvième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA9) par rapport à FIDA8	20%	376%	376%
		3	Rapport entre les dons ASAP et les financements non ASAP	1:4	1:7:5	1:7:5
		4	Pourcentage de variation de la surface de terres et d'écosystèmes dégradés dans les paysages productifs	- 30%	À analyser après qu'un nombre suffisant de projets appuyés par l'ASAP ont été menés à bien	n.d.
		5	Émissions de gaz à effet de serre évitées et/ou fixées (en tonnes d'équivalent CO ₂)	80 000 000 tonnes	À analyser après qu'un nombre suffisant de projets appuyés par l'ASAP ont été menés à bien	n.d.
		Effet direct 1	Gestion des terres améliorée et pratiques et techniques agricoles résilientes face aux changements climatiques tenant compte de la problématique hommes-femmes	6	Nombre d'hectares de terres exploités avec des pratiques favorisant la résilience face aux changements climatiques	1 000 000 hectares
Effet direct 2	Accroissement de la disponibilité en eau et de l'efficacité de son utilisation pour la production et la transformation dans le secteur de l'agriculture paysanne	7	Nombre de ménages et d'installations de production et de transformation disposant de plus d'eau	100 000 ménages	7 350 installations 151 658 ménages	1 933 installations 2 669 ménages
Effet direct 3	Renforcement des capacités humaines de gestion des risques climatiques à court et long terme et de réduction des pertes dues à des catastrophes d'origine climatique	8	Nombre de personnes (y compris les femmes) et de groupements communautaires participant à des activités de gestion des risques climatiques, de gestion des ressources naturelles et de l'environnement ou de réduction des risques de catastrophe	1 200 groupements	394 333 participants 6 707 groupements	111 365 participants 3 324 groupements
Effet direct 4	Renforcement de la résilience des infrastructures rurales face aux changements climatiques	9	Valeur en USD des infrastructures rurales, nouvelles ou déjà en place, rendues résilientes face aux changements climatiques	80 000 000 USD	89 000 000 USD 625 kilomètres	11 659 USD 133 kilomètres

²⁴ En mai 2018. Données fondées sur les objectifs quantitatifs agrégés communiqués par 40 projets appuyés par l'ASAP par l'intermédiaire du Système de gestion des résultats opérationnels (SGRO).

²⁵ En mai 2018. Données fondées sur les résultats quantitatifs agrégés communiqués par 22 projets appuyés par l'ASAP par l'intermédiaire du SGRO.

Effet direct 5	Documentation et diffusion des savoirs relatifs à l'agriculture paysanne intelligente face au climat	10	Nombre d'instances internationales ou nationales de concertation sur les questions climatiques auxquelles les projets appuyés par l'ASAP ou leurs partenaires contribuent activement	40 instances	20	7
-----------------------	--	----	--	--------------	----	---

Tableau 4
Résultats intermédiaires des projets appuyés par l'ASAP – décaissements en cours

<i>Pays</i>	<i>Titre du projet</i>	<i>Date d'entrée en vigueur</i>	<i>Résultats intermédiaires²⁶</i>
Région Asie et Pacifique			
Bangladesh	Projet d'adaptation au changement climatique et de protection des moyens de subsistance	4 sept. 2014	<ul style="list-style-type: none"> ● 81 891 individus aidés pour faire face aux effets des changements climatiques ● 1 352 équipements de production et de transformation disposent de plus d'eau ● 15 259 individus participent à des activités de gestion des ressources naturelles ● 265 groupements d'utilisateurs de <i>beel</i> (plans d'eau durables) ont été constitués ● 1 659 formations ont été conduites dans les domaines suivants: cultures, aviculture, élevage, pêche et produits ligneux ● 64 chantiers d'infrastructure de protection des villages établis ● 3 buttes de terre (<i>killas</i>) destinées à l'entreposage du riz paddy ● 9 kilomètres de canaux creusés
Bhoutan	Programme d'amélioration de l'agriculture commerciale et de la résilience des moyens d'existence	11 déc. 2015	<ul style="list-style-type: none"> ● 619 hectares de terres soumis à des pratiques résilientes face aux changements climatiques ● 115 groupes communautaires participent à des activités de gestion des ressources naturelles ● 6 villages intelligents face au climat établis ● 22,13 kilomètres de systèmes d'irrigation dysfonctionnels ont été rénovés ● 18 associations d'usagers de l'eau (AUE) ont été constituées ● 4 AUE ont été renforcées

²⁶ En mai 2018. Données fondées sur les résultats des projets communiqués par l'intermédiaire du SGRO et sur les informations communiquées par les unités de gestion des projets.

<i>Pays</i>	<i>Titre du projet</i>	<i>Date d'entrée en vigueur</i>	<i>Résultats intermédiaires²⁶</i>
Cambodge	Programme de services agricoles pour l'innovation, la résilience et la vulgarisation	5 mars 2015	<ul style="list-style-type: none"> ● 43 467 agriculteurs touchés ● 160 conférenciers formés aux principes d'apprentissage actif et aux techniques de formation ● 89 projets d'infrastructure sélectionnés pour bénéficier des fonds communaux
République démocratique populaire lao	Adaptation au changement climatique dans le sud du Laos (ACCSL)	28 juill. 2015	<ul style="list-style-type: none"> ● 10 814 individus aidés pour faire face aux effets des changements climatiques ● 110 villages qui planifient et mettent en œuvre une gestion communautaire des forêts ● 500 fourneaux de cuisine améliorés distribués ● 30 systèmes d'irrigation pour potagers familiaux à énergie solaire distribués ● 350 groupes de production agricole établis ● 4 ateliers de renforcement des capacités organisés
Népal	Projet en faveur de l'adaptation des petits paysans des zones collinaires	26 févr. 2015	<ul style="list-style-type: none"> ● 46 hectares de terres exploités avec des pratiques favorisant la résilience face aux changements climatiques ● 1 218 groupes communautaires participent à des activités de gestion des ressources naturelles ● 45 moulins à eau améliorés ● 10 digesteurs de biogaz distribués ● 210 installations solaires domestiques distribuées ● 5 530 fourneaux de cuisine améliorés distribués ● Ateliers de formation pour mobilisateurs sociaux au niveau local
Viet Nam	Projet en faveur de l'adaptation aux changements climatiques dans les provinces de Ben Tre et Tra Vinh dans le delta du Mékong	28 mars 2014	<ul style="list-style-type: none"> ● 15 226 individus aidés pour faire face aux effets des changements climatiques ● 65 modules résilients face aux changements climatiques mis au point et distribués à 4 000 ménages ● 296 groupes d'intérêt commun ont été appuyés ● 50% d'économie d'eau durant l'épisode de sécheresse intense de 2015/16 dans le delta du Mékong, ce qui a permis de limiter la salinité des sols en exploitation ● Sensibilisation aux changements climatiques et renforcement des capacités pour 85 000 personnes ● 820 hydromètres portatifs distribués

<i>Pays</i>	<i>Titre du projet</i>	<i>Date d'entrée en vigueur</i>	<i>Résultats intermédiaires²⁶</i>
Région Afrique orientale et australe			
Burundi	Programme de développement des filières – Phase II	3 nov. 2015	<ul style="list-style-type: none"> • 6 261 individus aidés pour faire face aux effets des changements climatiques • 6 261 hectares de terres exploités avec des pratiques favorisant la résilience face aux changements climatiques • 1 050 ménages disposent de plus d'eau • 107 groupes communautaires participent à des activités de gestion des ressources naturelles • 762 producteurs formés par le biais de fermes-écoles
Comores	Projet d'appui à la productivité et à la résilience des exploitations agricoles familiales	Information non communiquée	Information non communiquée
Éthiopie	Programme de développement participatif de la petite irrigation – Phase II	13 févr. 2017	<ul style="list-style-type: none"> • 263 participants formés à l'adaptation aux changements climatiques • 4 900 hectares de systèmes d'irrigation résilients face aux changements climatiques construits • Associations d'usagers de l'eau (AUE) établies • 282 participants formés aux directives nationales en matière de bassins versants
Kenya	Programme de renforcement de la production céréalière au Kenya – Guichet d'appui à des moyens de subsistance agricoles résilients face au changement climatique	26 août 2015	Début de la collecte de données de référence biophysiques et socioéconomiques
Lesotho	Projet d'appui à la production de laine et de mohair	17 juin 2015	<ul style="list-style-type: none"> • 13 hectares de terres exploités avec des pratiques favorisant la résilience face aux changements climatiques • Renforcement des capacités des services météorologiques du Lesotho • Formation à l'information climatique du personnel ministériel, des agents de vulgarisation et des agriculteurs
Madagascar	Projet d'appui au développement de Menabe et Melaky – Phase II	30 déc. 2015	107 880 individus aidés pour faire face aux effets des changements climatiques
Malawi	Programme de développement de l'irrigation dans les zones rurales	20 déc. 2016	Information non communiquée

<i>Pays</i>	<i>Titre du projet</i>	<i>Date d'entrée en vigueur</i>	<i>Résultats intermédiaires²⁶</i>
Mozambique	Projet de développement des filières au profit des pauvres dans les couloirs de Maputo et de Limpopo	3 oct. 2012	<ul style="list-style-type: none"> ● 77 549 individus aidés pour faire face aux effets des changements climatiques ● Amélioration des services d'information climatique avec l'Autorité météorologique nationale mozambicaine ● Formation des agriculteurs au protocole et à la promotion grâce aux fermes-écoles
Rwanda	Projet d'appui à des pratiques après récolte et à un secteur agroalimentaire	28 mars 2014	<ul style="list-style-type: none"> ● 185 238 individus aidés pour faire face aux effets des changements climatiques ● 9 393 individus participent à des activités de gestion des ressources naturelles ● 9 848 bâches distribuées pour le séchage du maïs et des haricots ● 100 000 sacs hermétiques distribués ● Appui financier apporté à l'Agence météorologique du Rwanda ● 6 084 agriculteurs reçoivent quotidiennement des SMS d'information climatique ● Nouvelles variétés de maïs, de pomme de terre et de manioc distribués ● Systèmes d'éclairage et de séchage à énergie solaire distribués ● Formation de partenaires au Mali sur les technologies d'énergie renouvelable ● Organisation d'un itinéraire d'apprentissage PROCASUR en novembre 2016 et d'un atelier de gestion des savoirs au titre de l'ASAP rassemblant 8 participants ● Unités hybrides (biogaz et énergie solaire) à grande échelle établies dans 2 étables communales
Ouganda	Projet de rétablissement des moyens de subsistance dans la région du Nord	5 août 2015	Information non communiquée
Région Amérique latine et Caraïbes			
Bolivie (État plurinational de)	Programme d'intégration économique en faveur des familles et des communautés rurales dans le territoire de l'État plurinational de Bolivie avec un financement provenant du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne	17 mars 2014	<ul style="list-style-type: none"> ● 57 448 individus aidés pour faire face aux effets des changements climatiques ● 3 416 hectares de terres exploités avec des pratiques favorisant la résilience face aux changements climatiques ● 39 542 individus participent à des activités de gestion des ressources naturelles ● Construction d'infrastructures résilientes face aux changements climatiques pour prévenir les inondations et les épisodes de sécheresse, au bénéfice de 263 familles

<i>Pays</i>	<i>Titre du projet</i>	<i>Date d'entrée en vigueur</i>	<i>Résultats intermédiaires²⁶</i>
Équateur	Projet de renforcement des acteurs ruraux de l'économie populaire et solidaire	5 sept. 2017	Information non communiquée
El Salvador	Programme national de transformation économique des zones rurales pour "bien vivre" – Rural Adelante	Information non communiquée	Information non communiquée
Nicaragua	Projet d'adaptation aux marchés et au changement climatique	1 ^{er} juill. 2014	<ul style="list-style-type: none"> ● 194 754 individus aidés pour faire face aux effets des changements climatiques ● 493 équipements de production et de transformation disposent de plus d'eau ● 490 ménages disposent de plus d'eau ● 36 873 individus participent à des activités de gestion des ressources naturelles
Paraguay	Projet d'amélioration de l'agriculture familiale paysanne et autochtone dans des départements de la région orientale du Paraguay	Information non communiquée	Information non communiquée
Région Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe			
	Programme d'appui à la commercialisation des produits de l'élevage et à la résilience	31 mars 2015	75 plans d'adaptation des communautés préparés
Djibouti	Programme d'appui à la réduction de la vulnérabilité dans les zones de pêches côtières	1 ^{er} août 2014	<ul style="list-style-type: none"> ● 2,14 hectares de mangrove nettoyés ● 1,04 hectare de mangrove replantés ● 720 mètres de dune fixés ● 2 000 plantes diverses plantées ● Investissement dans des infrastructures de pêche et dans des équipements fonctionnant à l'énergie renouvelable

Pays	Titre du projet	Date d'entrée en vigueur	Résultats intermédiaires ²⁶
Égypte	Projet en faveur d'investissements et de moyens de subsistance durables dans le secteur agricole	15 juin 2015	<ul style="list-style-type: none"> ● 248 ménages disposent de plus d'eau ● Mise en place de techniques d'irrigation modernes dans 6 exploitations agricoles ● Mise en place de systèmes de pompage à l'énergie solaire ● Mise en place de systèmes d'irrigation par arroseur automatique et au goutte-à-goutte ● Remise en état de 5 000 mètres de canaux d'irrigation et utilisation de pompes solaires ● Baisse de 40% de la consommation d'eau ● Réduction de 60% du temps d'irrigation
Iraq	Projet de relance de l'agriculture paysanne	Information non communiquée	Information non communiquée
Kirghizistan	Programme de développement de l'élevage et des marchés – Phase II	6 août 2014	<ul style="list-style-type: none"> ● 503 500 individus aidés pour faire face aux effets des changements climatiques ● 40 plans de gestion des pâturages et de santé annuels exécutés
Maroc	Programme de développement rural des zones de montagne – Phase I	23 févr. 2015	<ul style="list-style-type: none"> ● 58 hectares de caroubiers (<i>Ceratonia siliqua</i>) plantés ● Mise en œuvre de l'évaluation des eaux souterraines ● 6 AUE formées ● Investissement dans des stations météorologiques ● Mise au point de systèmes énergétiques fondés sur la biomasse
Monténégro	Projet de regroupement et de transformation en milieu rural	5 déc. 2017	Information non communiquée
République de Moldova	Projet de renforcement de la résilience en milieu rural	14 août 2017	<ul style="list-style-type: none"> ● 5 150 individus aidés pour faire face aux effets des changements climatiques ● 6 739 hectares de terres exploités avec des pratiques favorisant la résilience face aux changements climatiques
Soudan	Projet intégré de développement rural du Butana	24 janv. 2017	156 925 individus aidés pour faire face aux effets des changements climatiques
Tadjikistan	Projet de développement de l'élevage et des pâturages – Phase II	3 févr. 2016	Information non communiquée

<i>Pays</i>	<i>Titre du projet</i>	<i>Date d'entrée en vigueur</i>	<i>Résultats intermédiaires²⁶</i>
Afrique de l'Ouest et du Centre			
Bénin	Projet d'appui au développement du maraîchage	1 ^{er} juin 2016	<ul style="list-style-type: none"> ● 1 stratégie d'adaptation aux changements climatiques et 1 plan de travail élaboré avec les organismes publics concernés en vue de mieux intégrer les activités du projet aux priorités nationales ● Préalablement au lancement des activités de maraîchage appuyées, le projet a établi une liste de fournisseurs d'intrants biologiques en vue d'établir de possibles partenariats et a réalisé une étude sur la gestion des pesticides
Cabo Verde	Programme de promotion des opportunités socioéconomiques rurales	15 juin 2017	<ul style="list-style-type: none"> ● 4 stations météorologiques achetées ● 25 759 groupes communautaires participent à des activités de gestion des ressources naturelles ● 13 projets communautaires propres à susciter des changements profonds ● Amélioration des plans de développement local de manière à intégrer la résilience face aux changements climatiques
Côte d'Ivoire	Projet d'appui à la production agricole et à la commercialisation – extension ouest	21 nov. 2014	<ul style="list-style-type: none"> ● Restauration de 1 320 hectares de zones de piémont dégradés ● 230 hectares de terres exploitées avec des pratiques favorisant la résilience face aux changements climatiques ● Installation de 23 pluviomètres ● Installation de 10 stations météorologiques automatisées
Gambie	Renforcement de la résilience face aux changements climatiques dans le cadre du Projet national de développement de la gestion des terres agricoles et de l'eau	1 ^{er} mars 2016	<ul style="list-style-type: none"> ● Manuel des fermes-écoles mis à jour afin d'intégrer les aspects relatifs à l'adaptation aux changements climatiques ● 600 personnes ont participé à des ateliers de sensibilisation aux risques induits par les changements climatiques ● Des plans relatifs aux bassins versants locaux ont été établis dans 50 villages selon une approche participative ● 50 communautés sensibilisées au programme d'alphabétisation et d'initiation au calcul grâce à des supports de formation sur la résilience face aux changements climatiques
Ghana	Programme d'investissement dans le secteur agricole au Ghana	18 mai 2015	<ul style="list-style-type: none"> ● 2 185 individus participent à des activités de gestion des ressources naturelles et du risque climatique ● 1 institut de recherche s'est engagé à procéder à des essais adaptatifs dans les filières du riz, du maïs, du soja et du niébé dans 9 districts
Libéria	Projet d'élargissement de l'arboriculture	1 ^{er} juin 2017	Information actuellement indisponible car le projet n'a pas effectivement démarré

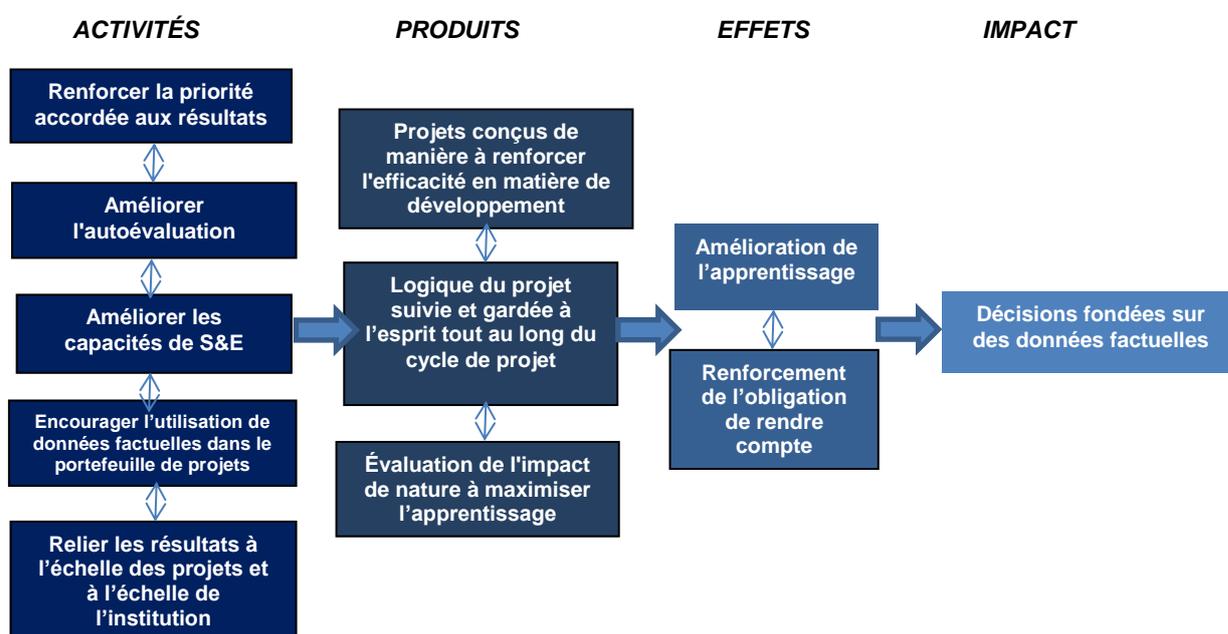
Pays	Titre du projet	Date d'entrée en vigueur	Résultats intermédiaires ²⁶
Mali	Projet visant à améliorer la productivité agricole – financement provenant du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne	21 janv. 2014	<ul style="list-style-type: none"> ● 94 490 individus aidés pour faire face aux effets des changements climatiques ● 165 hectares de terres exploités avec des pratiques favorisant la résilience face aux changements climatiques ● 28 971 individus participent à des activités de gestion des ressources naturelles ● 5 zones de basses terres protégées ● 17 bosquets de village protégés ● 20 jardins maraîchers qui bénéficient à 1 600 femmes ● Installation de 1 000 pluviomètres ● Installation de 240 digesteurs de biogaz ● Pose de 100 installations solaires domestiques
Mauritanie	Projet de développement de filières inclusives	12 janv. 2017	Information actuellement indisponible car le projet n'a pas commencé à mettre en œuvre ses activités relatives à l'adaptation aux changements climatiques
Niger	Programme de développement de l'agriculture familiale dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder	21 sept. 2015	<ul style="list-style-type: none"> ● Érosion réduite dans 1 131 hectares de bassins versants ● Investissements réalisés dans de meilleurs systèmes d'infiltration de l'eau dans 331 fermes-écoles ● Remise en état de routes rurales pour faire face aux inondations
Nigéria	Programme d'appui à l'adaptation au changement climatique et au secteur agroalimentaire dans les zones de savane	25 mars 2015	<ul style="list-style-type: none"> ● 84 000 individus aidés pour faire face aux effets des changements climatiques ● Réalisation d'une enquête de référence pour la prédiction de la pluviométrie et l'utilisation participative des terres ● Mise en place de techniques de conservation de l'eau et des sols efficaces et novatrices ● Suivi des zones dégradées à des fins d'investissement foncier des communautés publiques ● Mise à l'essai de prototypes intelligents face au climat ● Construction de routes résilientes face aux changements climatiques

<i>Pays</i>	<i>Titre du projet</i>	<i>Date d'entrée en vigueur</i>	<i>Résultats intermédiaires²⁶</i>
Tchad	Projet d'amélioration de la résilience des systèmes agricoles au Tchad	17 févr. 2015	<ul style="list-style-type: none"> ● 19 690 individus aidés pour faire face aux effets des changements climatiques ● 380 individus participent à des activités de gestion des ressources naturelles et du risque climatique ● 27 clubs d'écologie créés dans des établissements d'enseignement secondaire ● 1 module d'adaptation aux changements climatiques intégré aux manuels d'alphabetisation ● Promotion de l'agriculture de conservation, de la fertilité des sols et de la lutte contre les ravageurs par le biais de 74 fermes-écoles ● 245 puits construits ● 1 système de suivi des questions climatiques et agroécologiques élaboré dans six divisions; appui à la remise en état de 100 kilomètres de routes rurales

Mise en œuvre du Cadre relatif à l'efficacité du FIDA en matière de développement

1. Le Cadre relatif à l'efficacité du FIDA en matière de développement (DEF), présenté au Conseil d'administration en décembre 2016, propose une approche institutionnelle globale pour mesurer les résultats ainsi que l'impact. Il décrit en détail une série d'activités interdépendantes destinées à assurer la production, la collecte et l'utilisation systématiques de données factuelles issues des projets en vue d'éclairer la prise de décision et, à terme, d'améliorer l'efficacité des investissements du FIDA. Les activités du DEF sont organisées en cinq domaines qui sous-tendent la théorie du changement décrite à la figure 1.

Figure 1: Théorie du changement contenue dans le Cadre relatif à l'efficacité en matière de développement



2. Le tableau 1 ci-après rend compte en détail des progrès réalisés dans chaque domaine d'activité du DEF au 1^{er} juin 2018.

Tableau 1
Point sur les activités entreprises au titre du DEF

<i>DOMAINE D'ACTIVITÉ 1: Renforcer l'attention portée aux résultats tout au long du cycle de projet</i>		
<i>Activité proposée au titre du DEF</i>	<i>Achevé au 1^{er} juin 2018</i>	<i>Mesures immédiates prévues</i>
1.1 Logique du projet. Formuler de façon cohérente une logique de projet axée sur les résultats dans les rapports de conception et en évaluer la pertinence tout au long de l'exécution et à l'achèvement.	La Division des politiques et des résultats opérationnels (OPR): i) valide systématiquement tous les cadres logiques du projet et leurs liaisons avec l'analyse économique et financière; et ii) examine la pertinence de la logique du projet au stade du rapport d'achèvement de projet (RAP). Les nouveaux indicateurs de performance du Système de gestion des résultats opérationnels (SGRO) sont utilisés pour mesurer la pertinence et la logique des projets à mi-parcours et (s'il y a lieu) pendant la supervision.	La nouvelle procédure de conception des projets (qui a pris effet le 1 ^{er} juillet 2018) mettra l'accent sur la façon dont la logique du projet est présentée, avec une section consacrée à la théorie du changement du projet. La logique du projet au moment de la conception sera examinée grâce à la matrice d'efficacité du développement (appelée liste de contrôle dans le DEF) au titre de la nouvelle procédure d'examen de la conception. De nouvelles directives en matière de supervision sont en cours d'élaboration.

<p>1.2 RAP. Recueillir et présenter des données factuelles afin d'en tirer des enseignements pour les projets futurs.</p>	<p>Depuis la publication des directives opérationnelles relatives aux RAP en novembre 2015, les RAP sont examinés en interne avant de recevoir leur mise en forme finale, l'accent étant mis sur l'apprentissage. Des réunions annuelles d'examen du RAP sont organisées pour discuter des enseignements à tirer, avec la contribution des équipes de gestion de programme de pays.</p> <p>Afin d'améliorer la transparence et l'apprentissage, le Conseil d'administration a approuvé en décembre 2017 la divulgation systématique des RAP soumis à partir de 2018, sous réserve de l'accord des gouvernements.</p> <p>Toutes les nouvelles conceptions de projet doivent se référer explicitement aux enseignements tirés des RAP.</p>	<p>Avec le module d'achèvement, le SGRO fournira un mécanisme pour favoriser les boucles d'apprentissage. Les enseignements tirés de l'achèvement et de la supervision seront signalés afin d'être utiles à des fins de conception des projets. Une révision des directives relatives aux RAP est également attendue.</p> <p>Selon la nouvelle procédure de conception de projet, l'accent sera davantage placé sur les enseignements tirés.</p>
<p>1.3 Suivi des résultats. Suivre la collecte des données du projet de la conception à l'achèvement, en passant par la supervision.</p>	<p>Le SGRO est un système en ligne qui génère des données en temps réel sur les résultats. Ce système est supposé intégrer de manière graduelle tous les éléments et initiatives clés du programme du FIDA visant à l'amélioration des résultats, tel que cela a été défini dans le DEF.</p> <p>Depuis le 1^{er} décembre 2017, toutes les divisions régionales utilisent le cadre logique et le module de supervision du SGRO (phases I et II).</p>	<p>Un module de conception en ligne est en cours d'élaboration et devrait être lancé d'ici à la fin de 2018. La note conceptuelle à ce sujet est en ligne depuis le 1^{er} juillet. Un module d'achèvement sera élaboré pour 2019.</p>
<p>1.4 Politique de restructuration des projets Formuler une politique en matière de restructuration des projets qui détermine: i) quand l'ajustement d'un projet est suffisant; et ii) dans l'affirmative, les mesures à prendre.</p>	<p>La politique d'annulation existante est en cours de révision en vue d'intégrer la restructuration et d'autres mesures visant à accroître la flexibilité au niveau de l'exécution des projets.</p>	<p>La politique de restructuration des projets sera présentée au Conseil d'administration en décembre 2018.</p>
<p>1.5 Liste de contrôle pour l'efficacité en matière de développement. Concevoir et piloter l'élaboration d'une liste de contrôle de l'efficacité.</p>	<p>Cet outil, rebaptisé matrice d'efficacité du développement, est en cours d'élaboration dans le cadre de la nouvelle procédure de conception des projets.</p>	<p>La nouvelle procédure de conception prendra effet le 1^{er} juillet 2018, à l'instar de l'utilisation de la matrice d'efficacité du développement pour la révision des documents de conception des projets.</p>

DOMAINE D'ACTIVITÉ 2: Améliorer l'autoévaluation et l'obligation de rendre compte des résultats

<i>Activité proposée au titre du DEF</i>	<i>Achévé au 1^{er} juin 2018</i>	<i>Mesures immédiates prévues</i>
<p>2.1 Création de l'Unité de la programmation et de l'efficacité opérationnelles (OPE). Créer OPE pour superviser les cadres d'autoévaluation opérationnelle du Fonds.</p>	<p>OPE a été mise en place en 2016 à la suite d'un réexamen fonctionnel du Département de la gestion des programmes.</p> <p>En avril 2018, dans le cadre du redéploiement opérationnel du FIDA, OPR a été créée en vue de remplacer OPE. OPR a pour mandat de superviser la fonction d'autoévaluation du FIDA.</p>	
<p>2.2 Amélioration des pratiques de S&E. Donner pour mandat à OPE de faire progresser les pratiques de S&E au niveau des opérations</p>	<p>Outre diverses initiatives visant à renforcer les capacités des États membres en matière de S&E (voir les domaines d'activité 3 et 5 ci-dessous), OPR veille au renforcement des pratiques de suivi et d'établissement de</p>	<p>Les dispositions du mémorandum d'OPR concernant le renforcement de l'approche opérationnelle de la gestion axée sur les résultats sont en train d'être intégrées aux nouvelles directives opérationnelles relatives</p>

et dans les États membres.	rapports, depuis l'élaboration des stratégies de pays à l'achèvement des projets, en passant par la conception et la supervision.	aux stratégies de pays (qui prendront effet le 1 ^{er} janvier 2019), au nouveau processus de conception et aux nouvelles directives en matière de supervision et d'appui à l'exécution.
2.3 Communication des résultats. Donner pour mandat à OPE de rendre compte des résultats à la haute direction, au Conseil d'administration et à ses comités subsidiaires, aux donateurs et aux parties prenantes.	OPR supervise l'établissement de rapports institutionnels relatifs aux résultats et à la performance opérationnelle au moyen des éléments suivants: i) le Rapport du Président sur la mise en œuvre des recommandations issues de l'évaluation et sur les suites données par la direction (PRISMA); ii) le suivi de la mise en œuvre des recommandations d'IOE; et iii) le RIDE.	
2.4 Liaison avec IOE. OPE assurera la liaison avec IOE	OPR assurera la liaison entre la direction du FIDA et IOE. IOE et OPR s'emploient à harmoniser les fonctions d'évaluation indépendante et d'autoévaluation du FIDA. La phase I de l'accord d'harmonisation visant à garantir l'utilisation de définitions et d'indicateurs communs a été achevée en mars 2017.	Un examen par les pairs de la fonction d'évaluation au FIDA a été effectué en 2018 conformément à la recommandation du Comité de l'évaluation. Les enseignements qui en seront tirés devraient permettre de renforcer les fonctions d'évaluation indépendante et d'autoévaluation du FIDA. La phase II de l'accord d'harmonisation, planifiée pour 2020, s'appuiera sur les résultats de l'examen par les pairs.
2.5 Harmonisation avec les partenaires. OPE doit favoriser l'harmonisation avec d'autres partenaires, en particulier les IFI.	OPR représente le FIDA dans plusieurs groupes de travail de banques multilatérales de développement s'agissant de l'apprentissage entre organisations et de l'harmonisation des pratiques en matière d'autoévaluation et d'efficacité du développement.	
2.6 Coresponsabilité des projets. Attribuer des responsabilités de codirection aux chargés de programme de pays et aux conseillers techniques en matière de conception et d'exécution des projets en vue d'accroître les incitations à la qualité.	Le document Modèle opérationnel du FIDA préparé pour la Consultation sur FIDA11 prévoit que cette activité sera l'une des composantes d'un ensemble plus vaste de réformes.	Le nouveau processus de conception en cours d'élaboration accorde une plus grande part de responsabilité aux responsables techniques dans la préparation des documents de conception.

DOMAINE D'ACTIVITÉ 3: Améliorer les capacités de S&E dans le secteur rural

<i>Activité proposée au titre du DEF</i>	<i>Achévé au 1^{er} juin 2018</i>	<i>Mesures immédiates prévues</i>
3.1 Formation en S&E et en évaluation de l'impact. Collaborer avec le Centre d'apprentissage sur l'évaluation et les résultats (CLEAR) à la conception d'un programme pédagogique pour la certification en matière de S&E et d'évaluation de l'impact, financé par un don du FIDA.	Le programme de formation et de certification du FIDA pour le suivi-évaluation en matière de développement rural (PRiME) a été lancé en octobre 2017 avec le concours du CLEAR. Des membres du personnel issus de 44 projets financés par le FIDA ont été formés aux principes de base du S&E en matière de développement rural.	Compte tenu de l'intérêt manifesté par d'autres organisations et banques multilatérales de développement, des discussions sont en cours pour organiser une deuxième phase du programme.
3.2 Évaluation des systèmes de S&E des pays. Analyser la capacité de S&E des pays dans le cadre de la formulation des COSOP.	Le projet AVANTI, financé à l'aide d'un don étalé sur trois ans, a développé un outil pour aider 20 pays à réaliser un autodiagnostic de leurs besoins et lacunes en matière de S&E. Les résultats et plans d'action qui en résulteront serviront à éclairer le FIDA dans l'élaboration des COSOP. Ce projet a commencé à être exécuté en 2018 en Indonésie, au Pérou, au Rwanda et en Sierra Leone.	Les résultats des évaluations des systèmes de S&E nationaux sont attendus pour la fin de l'année 2018. En 2019, sept ou huit autres pays seront évalués.

<p>3.3 Académie des opérations. Concevoir et déployer une académie interne destinée aux chargés de programme de pays pour développer les compétences en matière de gestion de projet, en s'appuyant sur des données factuelles.</p>	<p>L'Académie des opérations du FIDA – dont le but est de garantir une solide base de compétences parmi l'ensemble du personnel opérationnel – a été inaugurée en décembre 2017.</p>	<p>Le nouveau modèle renforcé axé sur les pays est en cours d'élaboration dans le cadre du redéploiement organisationnel. Sa mise en œuvre débutera dans chaque région d'ici à la fin de l'année 2018.</p>
--	--	--

DOMAINE D'ACTIVITÉ 4: Encourager l'utilisation de données factuelles dans la gestion du portefeuille de projets

<i>Activité proposée au titre du DEF</i>	<i>Achévé au 1^{er} juin 2018</i>	<i>Mesures immédiates prévues</i>
<p>4.1 Indicateurs de performance au niveau institutionnel. Déterminer les indicateurs du succès au niveau institutionnel et, à cet effet, examiner et comprendre le portefeuille du FIDA et en analyser l'impact potentiel.</p>	<p>Dans le cadre de la Consultation sur FIDA10, le FIDA a examiné et actualisé son Cadre de mesure des résultats. Ce processus a permis de définir un nouvel ensemble d'indicateurs au niveau de l'impact liés au Cadre stratégique du FIDA: l'augmentation de la production, l'amélioration de l'accès au marché, l'augmentation de la résilience et l'amélioration de la mobilité économique.</p>	<p>Les indicateurs d'impact et les cibles demeureront fondés sur les objectifs stratégiques du FIDA en plus de la nutrition.</p>
<p>4.2 Examens thématiques. Conduire des examens systématiques des composantes clés du portefeuille du FIDA en vue de constituer une base de données factuelles.</p>	<p>Une étude thématique sur le régime foncier dans le cadre des opérations financées par le FIDA a été présentée dans la <i>Série de recherches du FIDA</i> et dans la publication <i>Effective Rural Development</i>. Un examen des programmes d'irrigation et de la participation à l'élaboration des politiques du FIDA en Asie a également été publié dans la publication <i>Effective Rural Development</i>.</p>	<p>Il est prévu de commander et d'entreprendre chaque année un ou deux examens systématiques supplémentaires.</p>
<p>4.3 Analyse du portefeuille. Analyser le portefeuille du FIDA pour en améliorer la performance.</p>	<p>Le FIDA a entrepris deux études visant à mieux comprendre la dynamique de son portefeuille, dont une portant sur les décaissements en 2016.</p>	<p>Le FIDA poursuivra les analyses empiriques de son portefeuille de prêts et dons pour en améliorer la performance.</p>

DOMAINE D'ACTIVITÉ 5: Relier le S&E des projets et les activités visant à rendre compte des résultats à l'échelle de l'institution

<i>Activité proposée au titre du DEF</i>	<i>Achévé au 1^{er} juin 2018</i>	<i>Mesures immédiates prévues</i>
<p>5.1 Réforme du SYGRI. Remanier le Système de gestion des résultats et de l'impact (SYGRI) en répercutant les objectifs institutionnels du FIDA dans les programmes de pays et les projets et en incorporant le SYGRI dans le dispositif d'élaboration des rapports de supervision.</p>	<p>De nouveaux indicateurs de base ont été approuvés par le Conseil d'administration en avril 2017 pour remplacer le SYGRI. Corrélés aux objectifs stratégiques du FIDA, ils mesurent les principaux produits et effets directs des opérations du FIDA.</p>	<p>La mise à jour des indicateurs de base dans les cadres logiques des projets en cours devrait être achevée d'ici à la fin de l'année 2018.</p> <p>À compter de 2019, tous les projets rendront compte des indicateurs de base par le biais du SGRO.</p>
<p>5.2 Évaluabilité des projets. Au niveau des projets, évaluer les cadres logiques pour s'assurer qu'ils reflètent la logique du projet et les exigences institutionnelles, et qu'ils prennent en compte le SYGRI.</p>	<p>Depuis juillet 2017, tous les nouveaux projets font l'objet d'un examen visant à attester qu'ils sont "évaluables", c'est-à-dire assortis d'un plan complet d'évaluation de l'impact et de S&E qui soit en adéquation avec les capacités et les systèmes de S&E des pays, et qui formule clairement les méthodes et outils utilisés pour évaluer la performance.</p>	<p>L'évaluabilité des projets est désormais contrôlée au stade de la conception par le biais de la matrice d'efficacité du développement dans le cadre du nouveau processus de conception des projets, qui a pris effet le 1^{er} juillet 2018.</p>
<p>5.3 Évaluations de l'impact Sélectionner un sous-ensemble représentatif des projets du FIDA à des fins d'évaluation de l'impact et projeter les résultats de l'analyse sur le portefeuille en vue d'établir des rapports institutionnels.</p>	<p>Des évaluations de l'impact seront réalisées sur 18 projets d'ici à la fin de 2018, soit environ 15% du portefeuille de projets du FIDA. La sélection des projets s'est effectuée selon des critères visant à tenir compte des thématiques et des zones prioritaires.</p>	<p>Les résultats des évaluations de l'impact serviront à projeter les résultats sur le portefeuille du FIDA et seront comparés aux objectifs de FIDA10.</p> <p>La sélection des projets soumis à des évaluations de l'impact dans le cadre de FIDA11 débutera en juillet 2018, et une</p>

	<p>Pour les 85% de projets du portefeuille restants, il est possible de choisir parmi des approches méthodologiques quantitatives, qualitatives et mixtes afin d'évaluer les effets et l'impact.</p>	<p>proposition de liste de projets sélectionnés à des fins d'évaluation de l'impact sera mise sous sa forme définitive d'ici à septembre 2018.</p>
<p>5.4 Enseignements tirés des évaluations de l'impact. Puisque les évaluations de l'impact s'attacheront en priorité à tirer des enseignements, une synthèse des enseignements dégagés de cette série d'analyses sera proposée.</p>		<p>Des enseignements seront tirés des évaluations de l'impact dans le cadre de la synthèse des évaluations de l'impact au titre de FIDA10, qui sera soumise au Conseil d'administration en avril 2019.</p>

Liste des pays en situation de fragilité, telle qu'elle figure dans la Stratégie d'engagement du FIDA dans les pays présentant des situations de fragilité²⁷

<i>Région</i>	<i>Pays</i>
APR	Afghanistan
APR	République populaire démocratique de Corée
APR	Myanmar
APR	Papouasie-Nouvelle-Guinée
APR	Pakistan
ESA	Burundi
ESA	Soudan du Sud
LAC	Haïti
NEN	Bosnie-Herzégovine
NEN	Iraq
NEN	Liban
NEN	Somalie
NEN	Soudan
NEN	République arabe syrienne
NEN	Gaza et Cisjordanie
NEN	Yémen
NEN	Tadjikistan
NEN	Ouzbékistan
WCA	République centrafricaine
WCA	Tchad
WCA	République démocratique du Congo
WCA	Côte d'Ivoire
WCA	Guinée
WCA	Guinée-Bissau
WCA	Libéria
WCA	Mali
WCA	Sierra Leone
WCA	Niger
WCA	Sao Tomé-et-Principe
WCA	Togo

²⁷ Voir le document EB 2016/119/R.4, appendice III.

Piste d'audit relative aux principales observations formulées par le Conseil d'administration et le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA au sujet du RIDE 2017²⁸

Source	Commentaire	Suites données
IOE	L'ajout d'une explication de la méthodologie employée pour la nouvelle analyse (exemple: décalage des notes) contribuerait à améliorer encore la transparence et la crédibilité du rapport.	Le RIDE 2018 inclut une explication de la méthodologie employée pour la nouvelle analyse présentée dans le rapport (exemple: décalage des notes), en cohérence avec les observations d'IOE sur le RIDE 2017.
IOE	Il n'y a pas de vue d'ensemble de la performance qui donnerait un contexte aux résultats. Il aurait été utile, au minimum, de mentionner la valeur totale et la taille du portefeuille du FIDA et le montant des financements approuvés à la fin de décembre 2016.	Le RIDE 2018 comporte une vue d'ensemble visant à fournir un aperçu global du portefeuille d'investissements actuels du FIDA.
IOE	S'agissant des changements climatiques, de nombreuses politiques et stratégies pertinentes sont mentionnées en plus du plan de mobilisation intensive de cofinancements additionnels en rapport avec le climat dans le cadre de FIDA11, au lieu de présenter des preuves concrètes de l'intégration croissante des questions climatiques au cours de FIDA10 grâce à l'utilisation des contributions complémentaires non affectées mobilisées pour l'adaptation au changement climatique.	Un chapitre intitulé "Pleins feux" consacré à l'intégration des questions climatiques a été inclus dans le RIDE 2018. Ce chapitre tient compte des observations d'IOE sur l'analyse des changements climatiques figurant dans le rapport 2017.
IOE	L'analyse relative au cofinancement manque de cohérence et exige un contexte – des informations sur le cofinancement total (ventilé entre les sources nationales et internationales), le financement total du FIDA et une explication de l'importance du cofinancement (par exemple comme indicateur de l'engagement du gouvernement).	Dans le contexte des engagements souscrits au titre de FIDA11 et du cadre de transition, la direction a entrepris une analyse approfondie du cofinancement afin d'éclairer la stratégie de cofinancement et le plan d'action en cours d'élaboration. Le RIDE comportera une analyse plus approfondie du cofinancement s'il y a lieu. Toutefois, le RIDE ne devrait pas être utilisé pour conduire une analyse complète de ces domaines.
IOE	Il serait utile de comparer les différences de performance des pays présentant des situations de fragilité.	Le rapport 2018 comporte une comparaison des différences de performance entre les pays présentant des situations de fragilité et l'ensemble du portefeuille. Une ventilation des contributions régionales au regard de la performance globale est également présentée.
IOE	Le RIDE aurait mieux fait de maintenir sa pratique standard consistant à mettre en évidence, dans une section finale sur la "marche à suivre", les mesures à prendre pour améliorer la performance.	Le rapport comporte une section soulignant les mesures spécifiques prises au niveau institutionnel pour tenter de résorber les facteurs qui nuisent de manière récurrente à la performance. En outre, le PRISMA présente des mesures de suivi prises par la direction pour donner suite aux recommandations d'IOE sur des thèmes récurrents tels que l'intégration, le ciblage, le suivi-évaluation et la conception des projets.
Conseil d'administration	Le Conseil se félicite également de l'annexe consacrée au Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP) et encourage la direction à traiter, dans les futures éditions, des problèmes, des enseignements tirés et des prochaines étapes à entreprendre.	Le chapitre "Pleins feux" du RIDE 2018 présente les défis, les enseignements et la marche à suivre pour intégrer les questions climatiques au portefeuille du FIDA.
Conseil d'administration	La direction étudiera des moyens permettant de mieux mesurer les liaisons entre les petits exploitants et les chaînes de valorisation, et inclura également dans les prochaines éditions des exemples de collaboration avec le secteur privé.	Un encadré présentant des exemples récents de partenariats privés figure dans le RIDE 2018.

²⁸ Voir le document EB 2017/121/R.10/Add.1.